

Tribune socialiste

# ts



HEBDOMADAIRE DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIE  
n° 645 du 15 au 23 février 1975  
3 F 50

● **ENSEIGNEMENT :**  
**Haby déteint** (p 3)

● nous sommes tous  
des **PRISONNIERS** (p 8-9)

● **ERYTHREE, PALESTINE,**  
**PEROU** (p 12-14)

la  
fin  
de  
la



« **participation** »

pemou/n



# Sommaire

- ENTREPRISES : la fin de la participation gaulliste ..... p. 4
- ECONOMIE : le chaud et le froid ou les états d'âme de la bourgeoisie ..... p. 5
- EMPLOI : pour l'unité d'action... malgré tout ..... p. 6
- SOCIAL : Lip au féminin ..... p. 7
- PRISONS : avec les brebis égarées p. 8-9
- UNIVERSITES : comment casser la réforme de Soisson ? ..... p. 10
- ARMEE : la « belle vie » au 24e RIMA p. 11
- FEMMES : le nouveau départ du MLAC p. 11
- INTERNATIONAL : menaces en Mer Rouge ..... p. 12
- LIBAN : de nos correspondants ..... p. 13
- PEROU : quel modèle ? ..... p. 14
- CINEMA : deux points de vue sur « l'affaire Dreyfus » ..... p. 15

## petit interlude chine — petit inter

« Nous revenons de notre voyage avec le sentiment de mieux comprendre la Chine et de mieux mesurer la portée de cette bataille politique sans précédent dans laquelle elle est engagée depuis 25 ans. Nous ne dirons pas que la Chine est le pays des merveilles ou le paradis sur terre. Elle présente encore de nombreuses insuffisances ; elle n'a pas, et de loin, résolu tous ses problèmes ; elle a commis et commet des erreurs. Les luttes ne sont pas prêtes à s'éteindre ; rien n'est gagné d'avance. Mais déjà la Chine a beaucoup à nous apprendre... »

Tel est le sentiment d'une participante aux voyages en Chine organisés l'an dernier par D.C.L. Cette année de nouveau nous irons en Chine. Vous qui êtes intéressés, contactez vite D.C.L., 94, rue Notre-Dame des Champs — 75006 PARIS — Tél. 325.00.09 et 633.77.78.

Les places ne sont pas illimitées, les candidats nombreux.

## lude chine—petit interlude chine

### CHILE VENCERA CHILI VAINCRA

Ce spectacle-témoignage du

#### THEATRE DE LA GRANDE POLEMIQUE

sera représenté en banlieue et en province jusqu'au 15 avril 1975. Quelques dates sont encore disponibles.

Pour tous renseignements s'adresser au :

**Théâtre Gérard Philipe**  
de Saint-Denis  
Tél. 243.00.59 - 243.18.92.



HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)

Distribué par les N.M.P.P.

Rédaction en chef : Philippe MARIELIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER  
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET  
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Cadet Photocomposition - 75009 Paris  
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

### ● MEETINGS DU PSU

— Samedi-Dimanche 15-16 février : à LORIENT avec Rochebrune, Depaquit, Guerche, Maguy Guillien.

— Vendredi 21 février : à EVREUX avec Ravenel, à TROYES avec Gollet  
— Meeting-débat le 21 février à 20 h 30, à la Salle des Fêtes d'ALFORT-VILLE, rue Voltaire, avec Michel Mousel et Christian Berger : « Les réponses du PSU face à la crise et à la polémique PC-PS »

### ● « VIE ET LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES »

Films, Théâtre, Musique, du 26 février au 11 mars 1975, aux cinémas « 14 JUILLET », 4 boulevard Beaumarchais, 75011 Paris.

### ● « QUI EST RESPONSABLE DU SOUS-DEVELOPPEMENT ? »

L'Union Générale des Travailleurs Sénégalais en France (UGTSF) organise un débat sur ce thème, le jeudi 27 février, à 20 h, à La Mutualité, avec des spécialistes des questions africaines. Partie artistique animée par l'équipe Saravah « Pierre Barouh ». Le bon de soutien (à partir de 10 F) permet d'entrer gratuitement dans la salle.

### ● QUE SE PASSE-T-IL EN AFRIQUE ?

Réunions d'information sur l'évolution des pays d'Afrique :

— mardi 18 février : l'Algérie ;

— mardi 25 février : Lybie et Egypte : pétrole et autres problèmes ; à 20 h 30, 14, rue Censier 75005 PARIS — Entrée Libre — Pour tous renseignements : 337 76 64 : Comité Tiers Monde du 5e.

Un nom : .....  
une adresse : .....  
et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

**T.S.** 9, rue Borromée - 75015  
CCP PARIS 5.826.65

### ERRATUM

Dans le n°644, pour l'appel pour le Vietnam, il fallait lire : signatures à adresser à Marianne Schaub, 92, rue du Bac, 85007 — PARIS.



## vient de paraître

raidissement tactique ; Victor Fay

— témoignage : Ghettos Irène Baloster-Fouletier-

— Intervention d'ouverture aux journées nationales de Rennes

— Plate-forme des Paysans-travailleurs

— du producteur au consommateur, par V. Jean

— Famille et sexualité dans le monde rural — Maguy Guillien

— La politique agricole par Y. Granit

— Firmes multinationales et sphère agro-alimentaire par Erwan Ar Fahl

Le numéro double : 12 F

Abonnement : France : 50 F pour 6 numéros — Etranger : 70 F Plus supplément : France 70 F

— Etranger : 90 F

Editions Syros : 9, rue Borromée — 75015 Paris  
CCP : 19.706-28 Paris

# librairie

### LISTE N° 1

— Les luttes de classes en U.R.S.S. C. BETTEL-HEIM, Le Seuil, 45 F.

— L'exploitation capitaliste. P. JALLEE, Maspéro, 8,50 F.

— MAO.TSE.TOUNG et la Construction du Socialisme, Textes inédits, Le Seuil, 8,50 F.

— Dossier « MULTINATIONALES », A. SABATIER & M. DUBLY, Tema, 20 F.

— La propriété contre les Paysans. P. BOUCHET & R. GUILLAUMOND, Le Cerf, 9 F.

— Les Anarchistes Russes & les Soviets, Ed. Spartacus, 7,50 F.

— Ombres Chinoises, S. Leys. 10 / 18, 11 F.

**Prix total réel 109,50 F.**  
**Notre proposition FRANCO 100 F.**

Commande & Règlement à : EDITIONS SYROS, 9 Rue Borromée, 75015 PARIS. C.C.P. 19 706 28 PARIS.

Photos : Collombert p 3.7 — Semo (Fotolib) p 5 — Maillat (Adja) p 10 — Weiss (Adja) p 14 — Palestine Films p 13 — AFP p 16 — d.R. p 8



Après les brouilles, les plats de résistance. Avec Sudreau-Giroud-Lecanuet-Haby, les choses sérieuses commencent. De la réforme de l'entreprise à celle de l'éducation en passant par la famille, le régime amorce le véritable changement. C'est-à-dire l'adaptation des diverses institutions aux besoins de la nouvelle société en respectant toujours le lien entre la propriété du capital et la possession du pouvoir, entre les valeurs idéologiques et la société économique libérale. Haby-Giroud-Sudreau : des masques libéraux pour une modernisation des appareils touchant au plus près les réalités économiques et sociales.

Mercredi 12 février : après un suspense qui dure depuis juin 1974, Haby livre enfin le fruit de ses réflexions pour « moderniser le système éducatif ». Certes autant de ministres, autant de projets : rappelons-nous Billères-Fouchet-Guichard et, bien sûr, Fontanet. Mais l'enseignement est une question fort sérieuse, l'éducation une affaire éminemment politique et sociale : la société s'y révèle tout autant qu'elle s'y modèle. L'institution scolaire assume en effet diverses fonctions :

— économique et sociale, liée à la division sociale du travail et à la hiérarchie sociale, en sélectionnant les individus et en reproduisant les classes sociales.

— idéologique et culturelle, nécessitée par la survie du pouvoir de la bourgeoisie, par l'apprentissage des modes de pensée, des habitudes, des « normes », etc...

### La mission du trio infernal

Force est de constater que, malgré les réformes de la Ve République, le système fonctionne mal : insatisfaction générale des élèves, crise des valeurs, mauvaise orientation, chômage des diplômés, grogne des enseignants, malaise des familles etc... Bref le système de formation ne remplit plus convenablement son rôle (voir les critiques de Ceyrac dans le Monde de l'Education).

Derrière les cinq priorités définies par Giscard lui-même, le trio Lesur-Haby-Soisson a la difficile mission de s'attaquer à l'ensemble de ce système et de le faire correspondre aux besoins actuels du capitalisme : cadres et techniciens ayant une formation technique suffisante, manœuvres et OS sans qualification ; puiser les « bons éléments » dans la masse tout en conservant aux rejets des classes dominantes le privilège de l'accès aux postes de commande de l'économie et de la politique ; redonner une « âme » à la nation en restaurant les grandes valeurs modernisées (famille, collectivités locales et régionales, nation etc...). Cette triple volonté est en filigrane derrière les grandes déclarations humanistes.

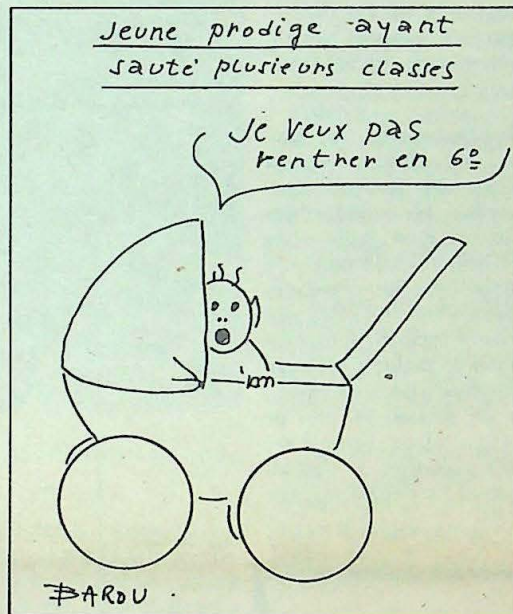
### Modernisation de l'appareil...

La façade libérale et rationnelle du projet Haby cache une sélection encore plus féroce au moyen de trois artifices :

— création de modules binaires : de deux ans en deux ans à partir de l'école maternelle, tout l'enseignement est découpé en rondelles. Ce système permet d'organiser rationnellement les évictions du système scolaire et de faire croire à une hiérarchie harmonieuse.

## L'Haby neuf du président Giscard déteint...

— instauration de courrier à deux vitesses : on peut accéder à l'école élémentaire « entre 5 et 7 ans ». Le départ de la course étant donné plus tôt, les « meilleurs » seront assurés de parcourir le système plus vite, en sautant des classes. Le tour est joué : on sup-



prime les redoublements, mais l'élève moyen sera en retard à l'arrivée.

— rationalisation du centre de tri : dès l'entrée en sixième les jeux seront faits. Le « tronc commun » n'est que poudre aux yeux puisque les élèves qui y accéderont auront des âges différents et que l'on institue pour les plus « doués » des cours supplémentaires et pour les autres des séances de rattrapage (baptisées soutien). En douceur Haby rétablit même des allègements de programme. Il ne reste plus qu'à organiser tout naturellement les voies de dégageant.

Un premier contingent d'élèves, à la fin de la cinquième, entrera en pré-apprentissage, sous le contrôle direct du patronat. Un



deuxième contingent sera évacué à la fin de la troisième et le reste sera ventilé vers des formations techniques courtes (les LEP) ou vers des formations longues (LEG) (1).

Et pour couronner le tout la liaison avec la formation continue est instituée à tous les niveaux.

### ... et des contenus

Haby annonce une refonte des programmes, Giscard veut « élever le niveau culturel ». En fait il s'agit de redéfinir la « mission industrielle de l'enseignement », de moderniser l'encadrement idéologique. Avec Haby l'école doit assurer au mieux l'évolution de la structure sociale (adaptation au changement, mobilité professionnelle et géographique etc...).

Pour faire passer son projet, le pouvoir se livre à une offensive tout azimut : on promet la concertation (dans le cadre des objectifs définis !), on abandonne l'accessoire quitte à y revenir plus tard (les aides maternelles par exemple), on manie la carotte (en baptisant école moyenne le système, en titularisant les remplaçants pour avoir la neutralité du SNI). Mais l'essentiel demeure.

Il est bien évidemment nécessaire de s'opposer aux aspects fondamentaux d'une telle réforme (adaptation aux besoins de l'économie, sélection, intégration idéologique), mais il s'agit aussi de ne pas se tromper de cible. Le pouvoir cherche à réaliser un nouveau consensus social autour d'une école soi-disant pour tous, et soi-disant neutre.

### Une bataille sérieuse et décisive

Dans un premier temps, il est urgent de dénoncer l'hypocrisie qui prétend ouvrir l'école aux réalités mais qui n'a eu de cesse de sanctionner ceux qui voulaient répondre aux interrogations des élèves (Hurst-Mercier-Lourau-Bas-Hennig...). Le soutien aux initiatives en rupture avec l'institution en place est une première riposte :

- soutien actif aux grèves des élèves, pratique différente aux examens ;
- refus du secret du conseil de classe, non respect de la hiérarchie ;
- débat sur tous les sujets qui intéressent les élèves ;
- attitude favorable pour aider aux contre-cours et à toutes les initiatives prises par les élèves.

Mais surtout il faut dépasser le terrain sur lequel veut nous enfermer le pouvoir : **les luttes qui ont pour enjeu les problèmes de formation (initiale ou permanente) doivent être prises en charge directement par les travailleurs.**

Pour s'opposer à une réforme globale et cohérente, liée aux aménagements du système capitaliste, il faut se battre pour une éducation correspondant aux besoins des travailleurs et favorisant leur émancipation. Il faut donc développer une autre conception de la transmission des connaissances, une autre pratique de la liaison entre le savoir et le technique. Ces problèmes rejoignent la question générale de l'emploi et de la lutte contre le régime. Pour sa part le PSU soutiendra toutes les initiatives permettant aux travailleurs de déterminer la formation dont ils ont besoin et favorisera les luttes facilitant l'intervention et le contrôle des travailleurs sur les divers rouages de l'institution.

Jean CEVENNES ■

(1) Voir l'organigramme publié dans TS n° 640.





LA REFORME DE L'ENTREPRISE :

## La fin de la participation

Si, comme on peut le penser, les points essentiels du rapport Sudreau ne sont pas seulement le reflet des réflexions propres des membres de la commission, mais correspondent en grande partie à ce que le président de la République pouvait souhaiter, on est enfin éclairés sur un aspect important du giscardisme. On savait que Giscard ne pensait pas grand bien des billevesées gaullistes sur la participation et la « troisième voie » ; mais moins quelles conclusions il tirait de ce profond scepticisme. S'il manifeste son approbation à l'égard du rapport Sudreau, il n'y aura plus de mystères à ce sujet : la lutte de classes, ça existe, et il vaut mieux essayer de vivre avec elle plutôt que feindre de la nier.

◆ Certes, il subsiste quelques traces de l'intéressement. Mais la principale novation en ce domaine ne manque pas d'humour, puisqu'il s'agit de permettre aux héritiers de propriétaires d'une entreprise de céder des parts en échappant aux droits de succession, et en évitant les conséquences boursières du décès de gros actionnaires. Les autres problèmes traités dans le rapport en ce qui concerne la propriété de l'entreprise restent strictement limités à la sphère des capitalistes. Un certain nombre de dispositions visent à calmer la grogne des cadres supérieurs face à un patronat sénile et imbu de ses prérogatives. Pour le reste, un patron

est un patron : le rapport ne s'y trompe pas, le pouvoir ne se divise pas.

Reste évidemment la surveillance, qui devrait ouvrir « une voie nouvelle de participation ». Il semble bien que, dans l'esprit du rapport, il ne s'agisse que d'une concession verbale puisqu'il est bien précisé que les représentants des salariés (un tiers des sièges) « pourraient recourir à leur faculté de s'abstenir quand il apparaîtrait que la décision à prendre constitue un acte de gestion et non de contrôle ». Cela allait sans dire, mais combien mieux en le disant. Rien à voir avec la cogestion, en-

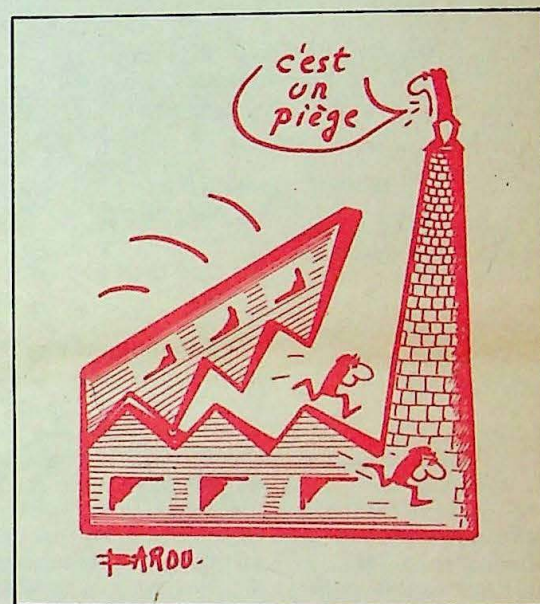
core moins avec le contrôle ouvrier ! Seulement, on peut se demander ce dont il s'agit exactement. Ou bien il s'agit d'un lieu où l'on peut avoir accès à l'information ; mais on peut alors se demander pourquoi les patrons la donneraient plus volontiers là que dans le comité d'entreprise ; ou bien rien n'est changé à cet égard, et en ce cas on n'aurait plus guère qu'un nouvel attrape-nigaud, mais mieux figolé que d'habitude.

Ainsi, la volonté de s'accommoder le moins mal possible de la lutte des classes ne va pas sans un flot de démagogie humaniste qui fera ricaner bien des patrons, mais ce n'est pas l'aspect qui peut inquiéter le plus les fractions moins « éclairées » du patronat. Toutes les remarques et propositions tendant à faire mieux respecter la législation du travail et des relations sociales, si elles étaient accompagnées de moyens d'application, aiguës certainement bien des contradictions au sein de la bourgeoisie. D'ailleurs, les patrons qui suspectent les organisations syndicales en pren-

de militants syndicaux et politiques d'attaquer de front, là où il règne, le pouvoir patronal, de ne plus se contenter de la grève et de son issue trop limitée à la seule augmentation hiérarchisée des salaires. Le mouvement des occupations d'usines, du lieu de travail en général, s'est développé depuis, facilitant la prise de conscience.

Depuis mai 1968, les formes nouvelles de lutte, englobant l'ensemble du mode de vie (métro, boulot, dodo), mais centrées sur le lieu de travail ont conduit les travailleurs à prendre en main les affaires, leurs affaires. C'est la stratégie du contrôle ouvrier et populaire construisant celle de l'unité populaire qui rompt avec le légalisme du rapport paritaire patronat-syndicat, tel qu'il a été institutionnalisé par le patronat et l'Etat à son service depuis toujours en France.

Des ouvrières de Jaeger, de la SPLI ou de Coframaille imposant leurs conditions de travail, aux travailleurs de LIP produisant et vendant sous leur contrôle, on voit bien



François Chatelet  
E. Pisier-Kouchner  
Jean-Marie Vincent

## LES MARXISTES ET LA POLITIQUE

comment ils l'interprètent  
comment ils l'affrontent...

De 1843 à nos jours, les constantes et les mutations du marxisme à travers 200 textes de : Marx, Lenine, Engels, Trotsky, Luxemburg, Kautsky, Staline, Reich, Gramsci, Dimitrov, Kollontai, Blum, Thorez, Mao-Tse-Toung, Mandel, Althusser, Dubcek, Sartre, Kroutchev, Castro, Debray, Guevara, Giap, Marighela, Le Manifeste des Tupamaros, Bravo, Fanon...

Un volume, 736 pages

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

nent pour leur grade ; ceux qui leur tiennent ce langage ne sont pas subitement devenus des révolutionnaires ; la bonne marche de leurs affaires exige un « minimum de confiance entre des partenaires appelés à s'asseoir autour d'une même table de négociation ».

En tant que reflet de ces contradictions, le rapport lui-même n'est pas inutile pour le développement de la lutte. Il contient bon nombre de constatations (notamment sur les conditions de travail et le respect du droit syndical) qu'il pourra être utile, à l'occasion, de mettre sous les yeux de certains dirigeants d'entreprise.

Mais, par son existence seule, il reflète surtout l'ébranlement de tout le système de pouvoir dans l'entreprise qui résulte des luttes engagées depuis mai 1968.

Si le gouvernement, suivant en cela les conseils de la partie la plus éclairée du patronat, se déclare décidé à « faire quelque chose », c'est en raison de la volonté consciente

le cheminement de la prise de conscience. Le patronat, qui fermait hier les yeux, les ouvre aujourd'hui : il y va de son avenir, il y va de l'avenir du système.

C'est ce qu'il faut expliquer, répéter inlassablement aux travailleurs qui pourraient se laisser prendre au mirage des nouvelles relations dans l'entreprise. Toute nouvelle disposition légale n'a d'autre fonction que de stabiliser un rapport de forces qui, en l'occurrence, s'est déplacé au profit des travailleurs et grâce à leurs luttes.

La dernière en date des « mises à jour » giscardiennes n'annonce pas des assouplissements, mais bien au contraire un durcissement des rapports entre classes, couvert bien entendu par une orchestration idéologique de grande ampleur. C'est pourquoi, plus que jamais dans cette période marquée par le chômage et l'inflation, la réponse à Sudreau ne peut être trouvée que dans les luttes de contrôle ouvrier.

Michel MOUSEL ■



# Le chaud et le froid

## ou les états d'âme de la bourgeoisie

Il y a un mois, les milieux officiels battaient le froid : il n'était question que de crise. L'expansion (1) commençait son éditorial ainsi : « Les Français ne se demandent pas si c'est la crise. Ils se demandent quand et comment ils en sortiront. » Plus de 700 000 chômeurs officiels, 16 % de hausse des prix (indice INSEE) en un an, un déficit vertigineux du commerce extérieur, la Bourse chutant de 50 % en six mois.

Cette semaine, les mêmes milieux battent le chaud. La hausse des prix tend à se ralentir (12,5 % de rythme annuel en décembre au lieu de 17 % les trois mois précédents) ; le déficit du commerce extérieur pour 1974 n'est « que » de 12 milliards de dollars au lieu des trente prévus ; la Bourse, enfin, retrouve son allant, et les cours en quinze jours, progressent de 15 %. Le pied, quoi !

Comment ne pas évoquer le fameux « après la pluie, le beau temps » ? Et les commentateurs ont beau jeu de dénoncer — après coup — le pessimisme excessif des dernières semaines de l'année 1974.

### Accordéon

En réalité, ce passage du froid au chaud, ce « coup d'accordéon psychologique » comme le dit Pierre Drouin dans *Le Monde* pose deux types de problèmes. Le premier est le problème de fond : la crise est-elle en train de se résoudre d'elle-même ? Le second problème concerne la représentation de l'économie que véhicule



ce type de jugements et de commentaires.

Expliquons-nous. Depuis un an, les prix grimpent de plus en plus vite. Et ceci, malgré tous les « programmes de stabilisation » et les déclarations péremptives de Giscard, puis de Fourcade. Depuis six mois, le chômage augmente à toute vitesse, tandis que se multiplient les fermetures d'entreprises, les faillites, les licenciements. La production industrielle plafonne. Dans tous les pays capitalistes, des phénomènes comparables se développent. Bref, la réalité de la crise — et d'une crise internationale — ne

peut plus être masquée. Il faut bien la reconnaître.

Reste à l'expliquer. Il est essentiel, en effet, d'en faire porter la responsabilité à des phénomènes extérieurs au système lui-même. Car, sinon, ce serait reconnaître que les grands discours servis par les héros du néo-colonialisme sur la croissance harmonieuse, le caractère désuet des crises, etc..., tous ces discours n'étaient que... discours.

La première explication, ce fut « les Arabes », et le pétrole : explication difficile à faire passer, à vrai dire. Car qui a vraiment cru que la hausse du prix du pétrole était responsable de l'inflation à 15 %, quand l'INSEE lui-même en chiffrait les répercussions normales à 2 ou 3 % au plus ? Et comment faire avaler aux Français la thèse de la responsabilité du pétrole dans l'arrêt de la croissance et la multiplication des licenciements, quand on sait qu'à aucun moment le pétrole n'a manqué ? Cette voie était sans issue.

### Psychologie ?

Aussi, on change de décor. Subtilement, en montrant que déjà, tout va beaucoup mieux. Ce qui permet, sans avoir l'air d'y toucher, d'atteindre trois buts :

- le premier est de suggérer que, « après tout, tout finira par s'arranger ». A quoi bon s'en faire ? Notre système n'est pas si mauvais que cela, il a encore du ressort...

- le second est de montrer que le gouvernement mène bien sa barque. Les bons vieux remèdes (ceux du plan de stabilisation) marchent encore, à condition qu'on leur laisse le temps d'agir. Dormez tranquilles, citoyens, le gouvernement veille sur vous !

- le troisième est beaucoup plus subtil : la situation certes

n'était pas brillante, mais le pessimisme excessif l'a encore dégradée. De la même façon que, à la Bourse, la spéculation à la baisse d'une majorité de « boursicoteurs » finit toujours par provoquer la baisse espérée, de la même manière, le comportement alarmiste des Français a — dit-on — joué un rôle d'accélération et d'amplification non négligeable dans la crise. Cette dernière, au fond, est en partie psychologique.

Ainsi, c'est le pessimisme qui crée la crise. C'est l'optimisme qui doit permettre d'en venir à bout. Merveilleuse explication, qui reporte la responsabilité de la crise sur des facteurs du type « psychologie des foules », comportements de panique, etc... S'il y a la crise, c'est parce qu'on n'est pas assez confiants. Et allez donc : le système capitaliste est blanchi. « Bon pour le service ».

Comme si l'économie se réduisait à quelques principes — sommaires — de psychologie collective ! Comme si le fonctionnement (bon ou mauvais) du système capitaliste ne reposait pas sur quelques solides réalités financières. Ce ne sont pas, bien sûr, les « tout va très bien, madame la marquise » qui modifieront en quoi que ce soit ces réalités.

### Finie, la crise ?

Reste alors le fond du problème. Oui ou non, cette crise s'apaise-t-elle ? Là encore, il nous faut écarter le rideau de fumée des discours officiels, dont la fonction est de masquer ou de rendre floue la réalité. La hausse des prix se ralentit certes, mais 12,5 % de rythme annuel, ce n'est pas la gloire et janvier sera plus mauvais. Le chômage continue à croître et le commissariat au Plan, dans un rapport non diffusé, estime qu'il atteindra 1 050 000 de personnes en avril.

Et d'ailleurs, par quel coup de baguette magique pourrait-elle disparaître du jour au lendemain, cette crise, alors qu'aucune des causes qui en sont à l'origine n'est réglée ? Ni la question des relations entre firmes multinationales et Etats (problème de l'internationalisation du capital), ni la question du système monétaire international (problème de l'existence d'un marché mondial), ni enfin et surtout, le problème d'un capital trop important par rapport au profit soutiré (problème de la baisse du taux de profit).

Non, la crise n'est pas finie. Aussi, pour terminer, un conseil aux électeurs de Giscard : qu'ils se dépêchent de vendre les actions qu'ils détiennent, pendant que la Bourse se porte bien : les cours ne tarderont pas à baisser. Qu'on se le dise !

Denys CLERC ■

## Observateur ou... participant ?

On sait la sympathie que le pouvoir éprouve pour Vincennes. Et, de manière générale, pour toute initiative un peu audacieuse en matière pédagogique...

On sait aussi qu'il est difficile, de s'attaquer de front aux expériences pédagogiques et aux Universités. Ça soulève tout de suite, à gauche, protestations, récriminations, et — qui sait — grèves, manifestations...

Alors, quand un journal « de gauche » — en l'occurrence *Le Nouvel Observateur* — fait lui-même le sale boulot, se met à faire du reportage rigolard et dénonciateur sur de bizarroïdes cours de « sexologie » à Vincennes, c'est pain béni pour Solsson !

Nous, on ne connaît pas le docteur Meignant, on ne sait pas ce que vaut son enseignement. Mais là n'est bien sûr pas le problème. Ce qui nous fait tout de même mal au cœur — ne serait-ce, Jean Daniel, Guy Sotbon, qu'en raison des combats menés, jadis, en commun — c'est que *Le Nouvel obs.* offre au pouvoir, sur un plateau d'argent, ce type de prétexte à s'en prendre à Vincennes (et demaln à qui ?).

Ce qui nous choque — alors, remarquons le au passage, que le PSU tel qu'il s'est affirmé depuis son conseil national d'Orléans en octobre, n'a jamais eu accès aux colonnes de cet hebdomadaire — c'est que tout cela se situe dans une conjoncture où, après avoir mené une infatigable propagande pour le PS, *Le Nouvel Observateur* publie dans ses deux derniers numéros des interviews de... Chirac, Domnati, et Ceyrac !

Ohé, du *Nouvel obs.*, à quel jeu jouez-vous, au juste ?

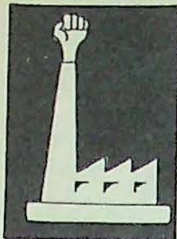
G.H. ■



Le cours de sexologie du Dr. Meignant à Vincennes : de quoi fouetter un chat ?

(1) numéro de janvier 1975





la bataille pour l'emploi :

# Pour l'unité d'action... malgré tout



Alors que le mouvement revendicatif marque le pas, que le chômage total et partiel grandit, que le gouvernement et le patronat s'ingénient à rogner le pouvoir d'achat des travailleurs, des initiatives se font jour en vue de passer à la contre-offensive.

Certes, des contrats de progrès sont reconduits dans le secteur public et nationalisé par les centrales réformistes, et aussi par la FEN, mais la CGT et la CFDT refusent de les signer. Fait symptoma-

tique, la CGC ne suit pas ses alliés habituels et durcit son attitude, sous la pression de nombreux cadres privés d'emploi.

Les deux grandes centrales syndicales ne se contentent pas de rejeter les offres gouvernementales. Sans lancer encore une campagne d'action contre le chômage, elles s'efforcent de mobiliser l'opinion ouvrière dans la lutte pour les revendications prioritaires, telles que le retour à la semaine de quarante heures, l'interdiction des heures supplé-

mentaires, l'avancement à soixante ans de l'âge de la retraite, etc.

## Syndicats et partis

La CGT a pris l'initiative de cette campagne à laquelle la CFDT se propose de s'associer, afin de conclure des accords d'unité d'action contre le chômage et la vie chère. Les deux centrales veulent privilégier dans cette lutte le rôle des syndicats. « La dynamique de l'action doit

cises, tout cela appelle l'action coordonnée des chômeurs, qu'on ne peut restreindre aux seuls syndiqués.

Ces réticences commencent à faiblir devant les nécessités actuelles. L'union départementale de la CFDT du Vaucluse vient de former un comité de chômeurs. Cet exemple devrait être suivi par tous les syndicats. Bien entendu, une liaison devrait être établie entre les comités de chômeurs et les comités d'entreprise existant dans la localité, afin de coordonner leur action.

On nous dira que les actions communes supposent un accord préalable sur la politique à suivre. C'est renverser les termes du problème. C'est en partant des actions communes, pour des objectifs limités, qu'une orientation politique globale pourrait être fixée. Conditionner l'unité d'action par un accord programmatique, c'est tomber dans les errements du passé et entraver la formation du front unique des travailleurs.

## L'indispensable débat

Cela n'empêche pas que la discussion, sous toutes les formes, soit engagée entre les organisations ouvrières. Un tel débat est **indispensable**. Trop de problèmes restent à résoudre. Ils appellent une étude attentive, une confrontation sérieuse, sans recours à l'invective. Un tel débat sera de longue durée, si l'on ne veut pas l'escamoter. La pluralité du mouvement ouvrier français existe, elle ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Il faut s'en accommoder.

Et tout en discutant sur les options et les orientations fondamentales, il faut entreprendre l'action pour des objectifs sur lesquels l'accord est dès maintenant réalisable. Car les travailleurs ne peuvent pas attendre. Ils sont acculés à l'action par l'offensive patronale et gouvernementale. S'ils hésitent à la déclencher, c'est qu'ils considèrent que leur succès est conditionné par l'action commune la plus large possible des organisations ouvrières.

Les actions séparées, dispersées, fragmentées ne peuvent que semer le doute et le découragement. En période d'offensive anti-ouvrière, la riposte, pour être victorieuse, doit être unie. C'est le seul moyen de faire échec au plan Giscard et de passer à la contre-offensive.

Victor FAY ■



Une file d'attente devant un bureau de l'Agence nationale pour l'emploi, à Paris - sous bonne garde...

avant tout être intersyndicale », a déclaré Edmond Maire. « C'est sur le plan syndical que nous entendons mener la bataille », a précisé de son côté Georges Séguy (L'Humanité du 8.2.75).

Que le rôle des syndicats soit primordial dans la lutte contre le chômage, qui pourrait le nier ? Primordial, mais non exclusif ! Car on ne peut pas ignorer le caractère politique de la lutte contre le plan de « refroidissement » et « d'austérité » de Giscard.

Doit-on, dans ces conditions, dépasser le plan syndical ? Séguy se montre là-dessus très réservé. « Nous pourrions concevoir certaines convergences (des initiatives de parti politique) avec l'action syndicale », a-t-il dit, en ajoutant : « puisque le Parti socialiste ne s'adresse pas aux organisations syndicales, nous n'avons pas à y répondre » (L'Humanité du 8.2.75).

Georges Marchais répond à son tour à l'offre d'action commune contre le chômage faite par le Parti socialiste, en affirmant que « en tant que parti politique, nous ne pouvons nous limiter à l'action de type syndical en faveur de l'emploi... Nous devons dénoncer la politique du pouvoir, proposer des mesures efficaces, se fondant sur le pro-

gramme commun ». (L'Humanité du 11.2.75).

Le refus du PCF de s'engager dans l'action contre le chômage, sous prétexte qu'elle relève du domaine syndical, ne paraît pas fondé. Quant à l'imprécision qu'il reproche à ce projet, les autres organisations pourraient le compléter ; ce n'est pas une raison de le rejeter. Quels que soient ses motifs, cette proposition du PS permet de faire avancer l'unité d'action pour la défense de l'emploi, et cela seul importe.

Si l'on veut dénoncer la politique giscardienne, en rechercher les causes, proposer des mesures efficaces pour la faire échouer, il faut non seulement faire converger, mais coordonner l'action de toutes les forces et organisations ouvrières, politiques et syndicales, comme l'a proposé le PSU dans son récent appel.

## Contre le chômage

Les initiatives de la CGT et du PS ne s'opposent pas, elles se complètent. La CGT et la CFDT pourraient proposer aux autres centrales syndicales et aux partis politiques ouvriers de former un comité national contre le chômage et de susciter, à tous les

niveaux et dans tout le pays, de tels comités.

Il n'est pas nécessaire de se référer à ce propos au programme commun. La CFDT n'y a pas adhéré, ce qui ne l'empêche pas de s'associer à la lutte contre le chômage. C'est aussi le cas du PSU. Une action commune devrait être engagée sans nulle exclusive. Plus elle serait vaste, plus elle serait efficace.

Déjà, certaines initiatives vont dans ce sens. Les Assises des jeunes travailleurs pour l'emploi, proposées par la CGT et la CFDT et soutenues par plusieurs groupements de jeunes, présentent des formes précises d'organisation et d'action qui pourraient être imitées et étendues. Il est d'autant plus regrettable que le PC s'en retire, ce qui risque de compromettre leur succès. Pourquoi ne pas envisager cependant la convocation des « Assises des femmes pour l'emploi » et la création de comités de défense des travailleurs étrangers ?

La CFDT est réticente quant à la création des comités de chômeurs. Pourtant, des problèmes concrets se posent chaque jour devant les sans-travail. Retard dans la constitution des dossiers, retard de paiement de l'indemnité, absence d'instructions pré-



## Immigration

# Un colloque contestable

Les 15 et 16 février se tiendra à Montpellier un « rassemblement national de l'immigration ».

Dans un premier temps et essentiellement sur la base de l'appréciation portée par nos camarades de l'Hérault, le PSU avait appelé, en signant l'affiche, au rassemblement de Montpellier. Depuis, les conditions ont changé considérablement, les bases politiques et le cadre organisationnel se sont modifiés. Ainsi on est passé d'un rassemblement



de travailleurs et de leurs organisations à un rassemblement des immigrés sans papier : le contenu de l'affiche a été modifié arbitrairement. Devant cette évolution, bon nombre d'organisations qui avaient accordé leur soutien se sont retirées. Par ailleurs il est prévu d'organiser très prochainement dans un cadre plus large une journée d'action.

Dans ces conditions, estimant que ce colloque — tel qu'il se présente aujourd'hui — ne crée pas les meilleures conditions pour réaliser la jonction plus que jamais nécessaire entre travailleurs français et immigrés et leurs organisations, le PSU, en accord avec les camarades de l'Hérault, a décidé de ne pas soutenir cette initiative et de participer activement à la journée d'action en liaison avec les organisations syndicales françaises. ■

## ● Lip... au féminin

Chez Lip, les travailleurs ont acquis pendant leur conflit des habitudes de liberté, d'imagination, d'invention. Ils ont entrevu d'autres manières de communiquer, de vivre collectivement. Un an après (début mars), la combativité n'a pas baissé, mais le calendrier d'embauches se précise et les ouvriers commencent à envisager le retour à la vie « normale ». Pourquoi des femmes de chez Lip éprouvent-elles, à ce moment-là, le besoin de se regrouper ?

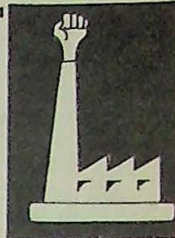
Durant le conflit, elles ont pris conscience qu'elles étaient exploitées en tant que travailleuses et elles ont combattu aux côtés des hommes. Dans un deuxième temps, elles ont pris conscience qu'elles étaient exploitées en plus en tant que femmes et que le retour à la vie normale signifiait pour elles le travail à la chaîne (en 1975, chez Lip, 84 % des OS sont des femmes), la présence conti-

nuelle des petits chefs, une double journée de travail, une vie de section où on les cantonne le plus souvent au rôle de figurantes.

Quand elles ont voulu poser ces problèmes dans la section Lip, elles se sont heurtées à l'incompréhension des militants, à leur force d'inertie, voire à leur mépris (« encore des histoires de femmes »).

C'est pour tenter de réfléchir à ces problèmes que, dès mars 1974, un groupe de femmes s'est constitué — avec la participation de militantes du secteur femmes du PSU. Nous nous sommes réunies toutes les semaines, et nous avons enregistré les discussions. Ces dialogues permettaient à chacune d'exprimer sans complexe son expérience personnelle, tout en la confrontant à celles des autres. La réflexion collective pouvait avancer.

C'est pourquoi la brochure Lip



au féminin (1), est constituée en partie de ces dialogues, ce qui a l'avantage de sensibiliser directement d'autres femmes, tout en laissant ouverte la discussion.

D'autre part, l'existence sur place d'un groupe de femmes PSU a fourni l'encouragement et les possibilités matérielles nécessaires à la réalisation de ce travail. Notre intervention correspondait en effet à une stratégie visant à l'expression des problèmes féminins par les femmes elles-mêmes.

Secteurs Femmes PSU de Besançon ■

(1) Brochure Lip au féminin : prix 6 F. Commande groupée : plus de 100, 5 F. S'adresser 5 rue de Vigney : en vente à la librairie Syros.

## ● La gazette ouvrière

La société française subit depuis une vingtaine d'années une série de bouleversements qui doivent nourrir un débat stratégique en profondeur chez tous les militants du mouvement ouvrier.

Parmi les points essentiels de ces bouleversements, il faut citer :

- les mutations profondes au sein de la classe ouvrière, dont l'organisation interne a été brisée par le développement de la division capitaliste du travail, par la destruction des anciens métiers, la croissance du travail parcellisé et du nombre des OS.

- le déclin de la petite bourgeoisie qui constituait jusqu'alors la base politique et idéologique de la domination bourgeoise.

- la transformation des institutions politiques elles-mêmes. Ce déplacement du pouvoir d'arbitrage et de transaction du Parlement vers l'exécutif traduit la perte d'influence de la petite bourgeoisie.

Pour répondre à ces mutations,

une nouvelle stratégie s'élabore, visant à reconstruire l'unité de la classe ouvrière autour des revendications et des formes de lutte des OS qui sont la partie la plus nombreuse, la plus exploitée et la plus productive de richesses de la classe ouvrière. Une stratégie qui ne s'appuie plus de façon centrale sur la médiation du Parlement et la négociation avec l'Etat. Même si la gauche politique et syndicale s'adapte lentement et difficilement à ces exigences d'une nouvelle période, le débat sur ces thèmes, peu à peu, depuis mai 68, investit tout le mouvement ouvrier.

A l'origine de la *Gazette Ouvrière*, il y a des militants syndicaux de la CFDT et de la CGT et des intellectuels qui veulent confronter leurs pratiques et leurs analyses dans un travail collectif et apporter ainsi leur contribution à ce débat, dont ils savent qu'ils n'ont nullement le monopole.

Le premier numéro aborde, à partir de la grève des postiers, de ses objectifs et de ses formes d'or-

ganisation, les diverses questions qu'elle a amené à se poser sur le statut de la Fonction Publique, la place actuelle des fonctionnaires dans les alliances de classe, les divisions entre secteur privé et secteur public, et plus largement, la façon dont la politique gouvernementale et les difficultés de l'union de la Gauche ont pesé sur le conflit.

Cette revue sera en vente dans les librairies de gauche (et rue Borromée évidemment) à partir de lundi 17 février.

Périodicité : tous les deux mois. Prix de vente au numéro : 8 F.

Abonnement pour six numéros : 40 F.

CCP : M.N. Thibault 22 409 10 Paris.

Adresse provisoire : chez l'imprimeur NPP 35-37 rue de Bagnolet. 75020 Paris.

Collectif de rédaction : J.P. Aubert, A. Bilous, A. Granou, P. Jérôme, C. Marquette, P.P. Rey, A. Sardais, C. Sardais, M.N. Thibault. ■

## ● Un témoignage... et des accusations

Sally N'Dongo, responsable de l'Union Générale des Travailleurs sénégalais en France (UGTSF), publie après *Le livre des travailleurs africains en France* et *La coopération franco-africaine à sens unique*, un troisième ouvrage *Voyage forcé : itinéraire d'un militant* (tous trois aux éditions Maspero) (1).

Ce volume est d'abord un témoignage sur sa propre expérience du « voyage forcé ». Il relate sa vie au Sénégal soumise aux corvées, sa venue en France (comme cuisinier), sa prise de conscience de l'exploitation sous laquelle sont écrasés ses frères africains.

Quatre récits-interviews nous

présentent l'aventure de Oumar, Hava, Jean, Ousmane qui est celle de milliers d'autres. Sally dénonce ensuite les conditions inhumaines de logement des travailleurs immigrés et l'indifférence des autorités sénégalaises devant le scandale des « foyers-taudis » ou devant les accidents du travail.

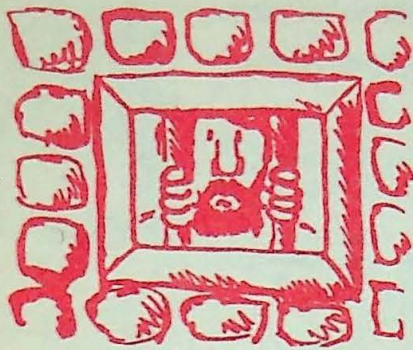
Il accuse le « président-poète » Senghor et son gouvernement de maintenir des structures néocoloniales sous couvert d'un socialisme en paroles tant dans le domaine économique que politique et culturel et de n'offrir au peuple sénégalais que exode rural, chômage urbain, émigration et finalement famine. Et lorsque l'opposition se

manifeste : répression. Suit une excellente analyse des causes de la famine sahélienne. « La famine n'est pas inévitable, la domination impérialiste est seule responsable ». Les réactions du gouvernement de Dakar en face de la sécheresse sont étudiées dans les déclarations de Senghor et les articles du journal *Le soleil*.

Les campagnes de solidarité nationales et internationales et leurs effets sont jugés à leur véritable valeur. L'ouvrage est dense, un peu éclectique mais indispensable aux militants qui veulent saisir (d'une manière concrète) les rouages du néocolonialisme en Afrique. ■

(1) En vente à la librairie Syros.





# Nous sommes tous des prisonniers

« Les chaînes des prisonniers sont les mêmes que celles de tous les hommes sans pouvoir sur leur vie : elles sont simplement plus visibles. Les détenus, face aux tentatives du pouvoir pour les isoler dans leurs luttes, ont besoin du soutien de tous les révoltés. Leur colère est la nôtre ». (Définition du CAP).

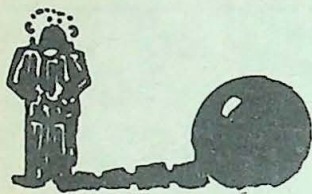
Oui, leur colère est la nôtre. Les prisonniers se battent derrière le froid pénitencier. Notre colère est la leur quand nous voyons le cadavre d'Holger Meins, militant de la Fraction Armée Rouge, mort de faim dans une cellule de torture, assassiné par le régime de M. Schmidt. Elle est la leur quand nous soutenons la lutte de Marc Léger, gréviste de la faim pour le droit à une libre information dans les prisons. Elle est la leur contre

les déclarations fascisantes de Poniatowski qui, pendant que Giscard s'amuse, fait intervenir les flics contre les travailleurs immigrés en lutte, réclame la reconnaissance de l'Etat policier, des sanctions plus sévères de la part des juges et le maintien de la peine de mort. Elle est la leur et la nôtre contre les flics dans le métro, contre cette répression devenue quotidienne.

La prison : sanction, symbole. On en parlait peu. Mais les prisonniers se sont soulevés à Melun, Toul, Mende et partout l'été dernier. Résultat : sept morts. La révolte d'Attica aux Etats-Unis (42 morts) avait révélé, elle aussi, ce monde de désespoir. La justice française est toujours pourrie : les prisons sont encore des bagnes, et les suicides se multiplient.

Si les prisons hurlent et pleurent ces suicidés de la société, elles se battent aussi. C'est pour cela que nous leur laissons la parole. Si avec les LIP nous disions : « nous sommes tous des receleurs », il faut aujourd'hui avec le CAP dire : « nous sommes tous des prisonniers ! ».

Yves Sparfel ■



## Avec les brebis égarées

Nous avons interrogé Serge Livrozet qui, après un séjour de neuf ans en prison pour vol, fut l'un des fondateurs du CAP (Comité d'action des prisonniers).

Serge Livrozet a écrit deux livres essentiels sur les prisons : De la prison à la révolte, publié en 1973 au Mercure de France et réimprimé récemment et, La rage des murs, paru en juillet 1974 chez le même éditeur. Ces deux livres, le premier essentiellement, sont des réquisitoires implacables contre le monde pénitentiaire. Ils sont aussi des appels à la lutte.

L'action de S. Livrozet et de ses camarades vise à informer l'opinion sur les conditions de vie et de mort dans les prisons françaises. Le 11 février, 27 détenus de la prison de la Santé ont fait la grève de la faim pour imposer leurs revendications contre la censure et le régime pénitentiaire.

TS : Qu'est-ce qu'une prison, pour toi ?

Serge Livrozet : On peut définir la prison par ses deux fonctions : officiellement elle est chargée de protéger les citoyens : je n'y crois pas. Sa fonction essentielle consiste en fait à remettre le délinquant, la brebis égarée, dans le droit chemin. Or, qu'est-ce que le droit chemin dans la société actuelle, sinon celui de se soumettre ? Les prisons actuelles correspondent à la société actuelle, au même titre que les cadences, le travail à la chaîne, les hôpitaux désuets, les bidonvilles, les taudis et le reste. Le jour où il en sera autrement, cela signifiera que la société entière aura changé.

Dans les prisons, en ce moment, la seule politique qui puisse être appliquée est celle de l'intimidation, où l'on inspire au délinquant la peur du châtiement. Car il est impossible de démontrer de façon rationnelle que les révoltés ont tort. On peut condamner, briser, exécuter un voleur. Mais on ne réussira pas à le convaincre.

TS : Pour toi, les délinquants sont des révoltés ?

S.L. : Oui, car la « brebis égarée » c'est, la plupart du temps, ce-

lui qui refuse le système. 80 % des prisonniers sont des fils d'ouvriers. Le voleur est un individu opposé aux institutions. Or les trois quarts de ceux qui « séjournent » dans les prisons françaises y sont pour vol.

Les délinquants n'ont jamais été aussi nombreux qu'aujourd'hui. Or la délinquance, dans 90 % des cas, n'a pas d'autre cause que la vision exacerbée de cette injustice sociale patente, que toute une éducation s'acharne à faire pénétrer dans les mœurs et les esprits. Le voleur représente à mes yeux l'archétype du réprouvé et du révolté social. Il serait donc trop facile de lui jeter la pierre, alors qu'il ne sera jamais que la conséquence logique d'un système injuste.

TS : Qu'est-ce donc que le vol ?

S.L. : C'est un moyen pratiqué par beaucoup plus de gens qu'on ne croit pour s'approprier ce que le système social leur refuse. Ceux qui le font en tant que réprouvés sociaux entrent alors dans l'illégalité. Mais le vol, c'est aussi celui des patrons, des agents immobiliers : eux ils sont dans la légalité.

TS : Comment et pourquoi a été créé le CAP ?

S.L. : Le CAP a été créé en juillet 1972 par des détenus qui sortaient de prison, qui s'étaient connus en prison, qui avaient vécu les révoltes de Melun, Toul, en 1971.



Il a été fondé pour défendre le seul groupe super-exploité qui, en

dehors de la révolte épidermique, ne s'était jamais uni pour lutter. Nous avons refusé d'être seulement le véhicule de l'expérience, du témoignage. Les prisonniers étaient surtout des objets d'étude pour spécialistes ou intellectuels de droite ou de gauche. Nous avons enfin pris la parole nous-mêmes. Le but du CAP est donc de donner à tout individu emprisonné le droit à la réflexion sur ce qui l'a amené en prison et à pouvoir l'exprimer.

TS : Que penses-tu de la situation pénitentiaire française ?

S.L. : Elle en est là où elle a toujours été. C'est une institution qui suscitera toujours la révolte. On peut aménager les conditions de vie des prisonniers, ce qui n'est d'ailleurs pas le cas malgré les grandes promesses de Giscard, Lecanuet, Dorlhac et d'autres, comme on aménage celle des salariés. Mais il y aura toujours la révolte. Ainsi on a parlé de SMIC et de Sécurité Sociale pour les prisonniers. Mais ce ne serait qu'une aumône car c'est un droit absolu. Le détenu est un travailleur comme l'ouvrier à l'extérieur. La Sécurité Sociale est donc un droit élémentaire.

TS : Que veut dire votre slogan : « tous les prisonniers sont politiques » ?

S.L. : Tous les prisonniers sont le fruit d'un déterminisme social. Le révolutionnaire lutte pour lui de façon collective. Le révolté lutte pour lui de façon individuelle. Le détenu politique et le détenu de droit commun sont des détenus réprimés par le même pouvoir politique. On ne peut donc les séparer, même si leurs moyens de défense sont différents.

C'est pour cela que le CAP se bat pour l'abolition de toutes les prisons. Notre combat est celui de tous les exploités, y compris les marginaux.

TS : Votre position par rapport aux forces politiques ?

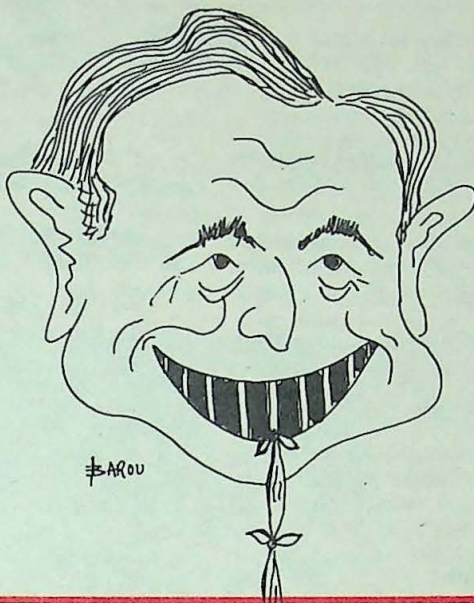
S.L. : Nous restons vigilants vis-à-vis de toute force de gauche



**Début juillet 1974** : Dans la foulée des élections, Giscard annonce une « grande réforme » du système pénitentiaire. Poussés par Robert Schmelk, auteur d'un rapport sévère sur la condition pénitentiaire après les mutineries de 1971, Lecanuet, Garde des sceaux et Dorlhac, secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire, préparent les textes. On annonce au catalogue : la suppression de l'interdiction de séjour, la fin du casier judiciaire à présenter aux employeurs, la limitation à six mois de la détention préventive, la formation professionnelle pour les prisonniers, des augmentations de salaire, la libéralisation du régime des visites, le droit aux prestations sociales pour les détenus et leur famille, le droit aux allocations d'aide publique de chômage pour les non reclassés à leur libération.

**10 juillet 1974** : Les détenus de Clervaux et de Nîmes se mutinent. Dans les jours suivants, toutes les prisons françaises sont en révolte. Poniatowski déclare alors : « **La réforme du système pénitentiaire est actuellement empêchée par les prisonniers** ». Pour bien leur faire comprendre, il fait tirer sur les mutins : 7 morts. A Loos-les-Lille, la prison est à moitié détruite. Avec Ponia, Notebard, le sénateur socialiste, montre les dégâts à la popula-

## Une réforme au cachot



tion pour soumettre les prisonniers à la vindicte populaire. Les gardiens de prison en profitent pour parler salaires et conditions de travail, ils sont 8 000 pour 30 000 prisonniers en France. Ils veulent un traitement égal à celui des flics. Les ultras de la police, eux, se battent contre la réforme de la préventive. La réforme annoncée ne résiste pas à ces pressions ; elle est ajournée.

Cet été chaud des prisonniers avait rappelé l'existence sordide de la prison. Tous les journaux (y compris **France-Soir**) s'émeuvent. Les prisonniers sortent du ghetto.

**Depuis ?** Rien ou si peu... Mme Dorlhac continue ses visites. Lecanuet a fait donner quelques 200 permissions de sorties conditionnelles. Le **Parisien Libéré** n'a pas manqué d'attaquer cette libéralisation et a lourdement souligné que certains permissionnaires en profitaient pour faire des hold-up. L'aménagement du parloir est appliqué selon le bon vouloir des directeurs. Le droit de lecture libre pour lequel Patric Noullet fit une grève de la faim reste une grâce accordée à titre individuel. Les suicides continuent, la répression court toujours ; la réforme, elle, on l'attend.

ou d'extrême-gauche, car aucune n'a inscrit dans ses principes l'abolition des prisons. Il faudrait aussi que les forces politiques se déterminent vis-à-vis de nous.

**TS** : Quelles sont les luttes actuelles du CAP ?

**S.L.** : Nous ne sommes pas gauchistes au mauvais sens du terme. Nous ne cherchons pas les luttes à la loupe s'il n'y en a pas. Nous informons sur les scandales des prisons, de la justice française. Abel Bernardo, Joël Trémolado, Jean-Luc Labsolu se sont suicidés. Nous disons que l'institution les a tués. Comme Patrick Mirval, comme Alberto Videira, trouvé pendu à Fresne le 3 janvier.

## les revendications du CAP

### suppression

- de la garde à vue,
- de l'interdiction de séjour,
- de la peine de mort,
- de la prison à vie,
- de la tutelle pénale (relégation),
- de la contrainte par corps,
- du mitard,
- de la censure,
- de la prison.

et

- réorganisation du travail en prison, droit au travail, même dans les prisons à petits effec-

tifs. ● salaire minimum égal au SMIC ; Sécurité sociale pour la famille, certificat de travail à la sortie, ● généralisation de la formation professionnelle durant la détention, ● droit au parloir libre (sans grilles) ou parloir à la « table » ● droit à la correspondance libre, ● droit aux soins médicaux et dentaires corrects, ● aménagement des frais de justice, ● droit de recours et de défense des détenus devant l'administration pénitentiaire (prétoire, libération conditionnelle, mesures de grâce, etc...), ● droit d'association dans les prisons.

## Pour en savoir plus

**Théâtre** : Un spectacle intelligent : « Tu ne voleras point ! » par le théâtre de l'Aquarium à la Cartoucherie de Vincennes. Une dénonciation des prisons, de la justice, de la criminologie ; une vision non coupable du vol, une définition des vrais voleurs (Agache-Willot, Ebauches S.A.) dans le rire et la musique. Jusqu'au 22 février.

## pour les militants du GARI

### un statut « spécial-spécial » ?

◆ Vendredi 7 février. Les six emprisonnés du GARI arrêtent leur grève de la faim commencée 42 jours auparavant. Il était plus que temps : pertes de dents, cheveux blanchis, débuts d'hémorragies, évanouissements. On commençait à craindre le pire : certains, à avoir peur. Et pas seulement à l'hôpital de la prison de Fresnes où ils avaient été transportés.

Le régime fait une concession : il accorde aux grévistes de la faim, pas vraiment le statut politique (dit « statut spécial » par euphémisme), mais quelque chose de tout comme, à condition que ça fasse différent. Pour sauver la face. Une sorte de spécial-spécial.

Il n'est pas inutile de rappeler quelques faits essentiels à propos des GARI (Groupes d'action révolutionnaire internationaliste). Sans remonter jusqu'à la révolution espagnole, il faut savoir que ces groupes se rattachent plus ou moins directement à l'Espagne libertaire. On ne saurait isoler le recours qu'ils font à la violence terroriste de données historiques précises : l'Espagne est le Chili de l'Europe dans le sens où, notamment, le fascisme écrase le peuple. Depuis plus de 30 ans.

En septembre 1973, des militants du Mouvement ibérique de libération (MIL) dont Salvador Puig Antich sont arrêtés. En mars 1974, Puig Antich est exécuté. Plusieurs militants révolutionnaires sont arrêtés.

Le 3 mai 74, des membres du GARI enlèvent à Paris le banquier espagnol Suarez afin d'obtenir du gouvernement espagnol qu'il ne condamne pas au garrot les compagnons de Puig Antich, et qu'il accorde la liberté conditionnelle aux prisonniers politiques, conformé-

ment à la propre loi franquiste : il la refuse en fait depuis la mort de Carrero Blanco.

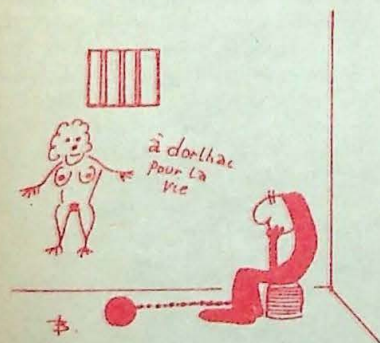
Le 28 mai, Suarez est libéré. Une dizaine de personnes sont arrêtées peu après puis inculpées de recel (l'argent de la rançon). En même temps, et sur commission rogatoire du juge Bernard, une trentaine d'anarchistes sont arrêtés en Espagne. Quatre sont encore détenus pour association illégale, faute de pouvoir être officiellement impliqués dans l'enlèvement du banquier. Même chose côté français.

Été 74, divers attentats sont revendiqués par les GARI. Plusieurs arrestations et inculpations pour destruction d'édifices, détention d'armes, etc. Enfin, début décembre, trois militants anarchistes accusés par la police de faire partie des GARI sont arrêtés et trouvés porteurs d'armes.

Dans tous les cas, ces militants ont relevé de la Cour de Sécurité de l'Etat avec tous les « avantages » s'y rattachant, dont la garde à vue de six jours. Pour la police et l'instruction, il s'agissait donc bien de « politiques ». Sauf en prison. Sauf pour Lecanuet qui ne voyait en eux que de « dangereux malfaiteurs » et même des « étrangers », alors qu'ils étaient tous, sauf un, de nationalité française.

La grève de la faim des détenus, suivant une première grève de l'instruction, était donc motivée par cette évidente mauvaise foi de la justice, prouvant une non moins évidente intrusion de l'exécutif dans le juridique. Ce qu'on avait accordé à des OAS, on pouvait bien le refuser à de vulgaires anarchistes.

Gérard Borel ■

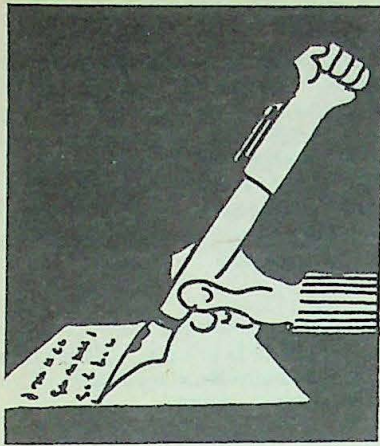


Nous dénonçons les prisons-bagnes comme Mende, les prisons de réclusion comme Fleury-Mérogis. Nous dénonçons la censure à notre égard. Il est en effet dangereux pour le pouvoir qu'entre aujourd'hui dans les prisons cette idée qu'on peut lutter autrement qu'en perçant des coffre-forts !

**TS** : Comment souhaitez-vous qu'on vous aide ?

**S.L.** : C'est une lutte que d'informer les militants du PSU. Lutter avec le CAP, c'est aussi acheter son journal. Par ailleurs, le CAP a, bien sûr, des problèmes financiers. On peut donc l'aider financièrement : CAP : CCP 34.03.673 La Source. Propos recueillis par Yves Sparfel. □





◆ La réforme de Soisson vise à placer l'université sous le contrôle du patronat pour diminuer le coût de formation, et pour distribuer la formation professionnelle voulue par le patronat (Cf. T.S. n° 643).

La réponse du mouvement ne peut être un simple refus qui conduirait à une double impasse : soit retour à la vieille université des mandarins s'abritant derrière une conception bourgeoise et neutre de la culture ; soit une absence de réponse à la préoccupation majeure des étudiants : l'emploi.

### défensif et offensif

Soisson propose aux étudiants une issue : le contrôle des patrons sur l'université. Le mouvement étudiant doit proposer une autre issue : le contrôle des travailleurs. Mais il serait dangereux pour le mouvement étudiant de répondre à cette réforme uniquement par une dénonciation idéologique, sans objectif de lutte

## Universités :

# Comment casser la réforme de Soisson

intermédiaire en rapport avec les préoccupations principales des étudiants.

Le mouvement étudiant ne doit donc pas fuir ses responsabilités, mais répondre à Soisson à partir des préoccupations des étudiants, conjointement avec les forces du mouvement ouvrier. Cette intervention doit prendre un double caractère :

— défensif (expliquer aux étudiants et aux travailleurs la nature et les conséquences du projet Soisson).

— offensif (refuser le contrôle des patrons sur l'université en se basant sur des objectifs concrets, de nature à résoudre les problèmes de l'emploi).

Il s'agit donc pour le mouvement étudiant de trouver une réponse à court terme en liaison entre emploi et université, et plus généralement, entre emploi et formation. Cette liaison ne doit pas aller dans le sens du patronat : formation professionnelle accélérée étroitement contrôlée et surtout hiérarchisée (bac, bac + 2 ans = DEUG ; bac + 5 ans = maîtrise ; bac + 6 ans = doctorat). Elle doit s'articuler autour de deux revendications communes à l'ensemble de la population :

— droit au travail pour tous, jeunes, étudiants, travailleurs ;

— droit à la formation pour tous, à tous moments de la vie.

Ces revendications s'appliquent directement à divers secteurs professionnels (santé, éducation...) pour lesquels le mauvais fonctionnement s'explique par la volonté du gouvernement de limiter les débouchés pour les étudiants en formation dans ce secteur. Dans le secteur médical par exemple, le droit au travail et à la formation devrait donc permettre à la population d'avoir un service médical plus important et, à toute personne désirant travailler dans ce secteur, de recevoir une formation nécessaire.

Mais pour la plupart des étudiants le problème de l'emploi se pose déjà à l'université. Actuellement, 60% des étudiants travaillent pour gagner l'argent nécessaire à leurs études. Travail à plein temps, à mi-temps, travail temporaire, travail de nuit, travail au noir : il y a presque autant de variantes que d'étudiants salariés ! Et pour trouver un emploi, c'est la loi de la jungle. Seule la « démerde » individuelle paie. Presque tout le système se solde par l'échec scolaire. De plus, les

étudiants sont utilisés par le patronat comme main-d'œuvre bon marché, sans garantie d'emploi, sans droit de grève, aux dépens des travailleurs.

### un statut de travailleur

Soisson s'accommode très bien de ce problème. Dans sa réforme, la plupart des étudiants salariés feront au maximum deux ans d'études. Ils pourront acquérir la formation professionnelle voulue par le patronat. La sélection se fera plus naturellement.

Pour résoudre le problème du salariat étudiant, une augmentation des bourses ne suffirait pas. Le salariat étudiant existe ; il faut lui faire perdre son caractère individuel et clandestin. Le mouvement étudiant doit le rendre officiel, et revendiquer le statut de travailleur en formation. Ainsi chaque étudiant, chaque jeune travailleur devrait pouvoir, quel que soit son âge et sa situation professionnelle, acquérir une formation supplémentaire dans le secteur d'activité qu'il choisit. Cette formation serait liée à une activité professionnelle. Le gouvernement devrait garantir au travailleur en formation un revenu au moins égal au SMIG.

Dans un premier temps, il faut réaménager les études en faveur des étudiants salariés pour qu'ils puissent poursuivre leurs études. Il faut exiger du gouvernement la nationalisation du « travail au noir » des étudiants, en travail à temps partiel, et réserver le système d'aide aux étudiants (bourses, restaurants universitaires, cités universitaires) principalement aux étudiants salariés.

Antoine BOUR. ■



## Les iut : mythe et réalité

◆ Depuis lundi 27 janvier, huit « Instituts universitaires et technologiques » de la région parisienne et quelques autres en province sont en grève.

Les IUT créés en 1967 regroupent, à l'heure actuelle, les principaux cycles courts d'enseignement supérieur existant en France, tant dans le secteur secondaire que dans le secteur tertiaire. De fait, les IUT n'existent que dans la mesure où ils permettent d'adapter l'enseignement aux besoins directs du patronat. Le patronat local a la haute main sur les établissements tant au niveau financier (financement par les taxes d'apprentissage), qu'à celui de la gestion (participation aux conseils d'UER) et de l'enseignement (délégation de professeurs travaillant en entreprise, stages en usine), la formation — deux ans — se donne pour objectifs de former des techniciens supérieurs moyennant un enseigne-

ment très lourd (plus de 35 heures) ne permettant aucun travail d'appoint et un conditionnement idéologique intensif (notions de hiérarchie, d'individualisme, de rendement, de promotion...).

L'Education nationale fait miroiter des promesses d'emploi et de promotion correspondant à la qualification du diplôme (DUT). Or le DUT n'est pas reconnu par le patronat dans les conventions collectives ; d'autre part, il ne bénéficie pas de l'équivalence avec les cycles universitaires (la loi n'autorise que 10 % des diplômés à s'inscrire en faculté). En conséquence les diplômés, surtout s'ils proviennent de milieu modeste et ne bénéficient pas de moyens financiers pour reprendre d'autres études, ne peuvent que s'adapter au marché de l'emploi et fournir au patronat : une minorité de cadres moyens, voire de personnel d'encadrement sous-payé et une masse de main d'œuvre à bon

marché et munie d'un savoir-faire appréciable.

Pour que l'IUT ne soit plus une nouvelle forme de sélection sociale, il faut donc lutter non seulement pour la reconnaissance du DUT dans les conventions collectives, la rémunération des stages, l'augmentation des crédits de fonctionnement des programmes et l'aménagement des horaires. Mais il faut aussi dépasser ces revendications et demander l'accès des diplômés au second cycle universitaire et surtout la reconnaissance à l'étudiant du statut de travailleur en formation qui devrait permettre à terme le contrôle des travailleurs sur les IUT.

C'est sur cette plate-forme que l'ensemble des forces auto-gestionnaires travaillant sur les IUT (SGEN CFDT, MARC, ES, AMR, PSU) ont décidé de tenir une coordination nationale sur les IUT.

Denis DUFURNET ■





# la «belle vie» au 24e RIMA

agression. Naturellement, rien n'a transpiré de la caserne. Cependant, petit à petit, les langues se sont déliées. Le comité de soldats a pris contact avec le CDA, celui-ci avec la presse locale et nationale.

« Tout d'abord, ont dit les soldats en cagoule, nous refusons de tomber dans le côté sensationnel et morbide qui pourrait être développé autour de cette affaire. Nous voulons ramener

réactions naturelles d'opposition sont vite limitées !

« Aussi, si cette affaire nous révolte, elle ne nous surprend pas. La révolte qui nous serre les tripes est la même que celle que nous ressentons tous les jours sans pouvoir l'exprimer, sous peine de connaître pire : l'isolement, la prison, les tribunaux militaires. C'est cette situation qui pousse les plus conscients d'entre nous à chercher à s'organiser,

contre « l'ennemi intérieur » et la classe ouvrière y est définie officiellement comme une des tâches essentielles des régiments de la DOT ».

Dès le lendemain, le comité de soutien aux soldats, pour amplifier la mobilisation, a organisé devant la mairie un rassemblement doublement symbolique : protestation d'abord contre de tels abus ; mais aussi contre la municipalité de Perpignan (le maire M. Alduy, est socialiste) qui depuis des mois, refuse toute salle pour y parler de l'armée, quelle que soit l'organisation qui la demande, PSU y compris... Ce rassemblement a eu un écho nettement supérieur à l'audience « gauchiste » de la ville, et a pu se continuer en manifestations à la caserne, où un nombre assez impressionnant de CRS a « défendu » l'armée contre « les Bolchos », (pour employer le langage en vigueur à la caserne).

Le lendemain, la presse locale, redevenue prudente, a minimisé fortement le nombre des participants, et s'est bien gardée de reprendre à son compte les « outrances » de langage qui ont pu résonner dans les rues la veille — tandis qu'une lettre du général commandant la 72ème région militaire figurait en bonne place, et dénonçait l'exploitation de ce fait-divers — « l'armée, ça existe », comme dirait Bigeard.

Correspondance ■

◆ Conférence de presse peu ordinaire, « quelque part dans Perpignan » : deux appelés, la tête couverte par une cagoule, parlaient au nom du Comité des soldats du 24ème RIMA. Un régiment connu : des brimades de toutes sortes y avaient été constatées l'an dernier (cf. TS n° 625). Apparemment, ça continue : dans la nuit du 23 au 24 janvier, un appelé libérable le lendemain a fait l'objet de sévices graves de la part de trois autres militaires plus ou moins éméchés : un caporal, un caporal-chef, un 2ème classe. Coups, insultes, humiliations variées, et — pour finir — triple sodomisation. Au petit matin, l'un des trois individus se fera même servir son café par la victime...

Dans la chambrée, personne n'a rien vu, personne n'a rien entendu ! Le soldat lui-même ne s'est pas plaint, bien que tout le monde ait pu constater qu'il avait le visage tuméfié (« Des voyoux m'ont agressé », a-t-il dit simplement). Il n'a raconté les événements au capitaine que lorsqu'on lui a demandé de faire un rapport sur cette prétendue



les choses à leur juste proportion : les racines véritables, nous les trouvons dans le vécu quotidien de la caserne, fait de brimades, de menaces, de chantages « à la perm », d'insultes. Un climat de terreur où la peur, l'épuisement physique, le matraquage idéologique (le culte du « commando-choc », au service inconditionnel de ses « chefs ») finissent par écraser la personnalité au point que les

ser, à se réunir, à s'exprimer dans la clandestinité par le moyen d'un journal (Tam-Tam). Le Comité de soldats, c'est d'abord cela ».

« Dans le 24ème RIMA, régiment de la Défense opérationnelle du territoire, nous faisons tout au long de l'instruction et des manœuvres, l'expérience concrète du pourquoi on veut nous dresser. L'intervention

## les Assises du MLAC :

## un nouveau départ

*Pendant que Françoise Girod fait joujou avec la condition féminine, les militantes du MLAC s'organisent...*

désirent avorter. Et, en tout état de cause, nombre de médecins y sont hostiles.

Les femmes qui s'étaient fait quelque illusion à la simple lecture de la loi, ont donc dû bien vite déchanter. De nouveau donc, l'heure est à la mobilisation et à l'offensive. Encore fallait-il se donner les moyens de la riposte.

Le MLAC se refuse en effet à reprendre une pratique massive d'avortements clandestins. Certes, tout dépend de la situation locale. En certains endroits, les groupes MLAC seront parfois amenés à procéder eux-mêmes à des interventions, notamment en faveur des mineures et des femmes immigrées, qui ne bénéficient pas de la loi, mais ces interventions — qui seront faites dans une optique subversive — devront rester limitées. Car c'est par la lutte, et par une lutte massive, qu'il faut imposer la pratique des avortements dans les centres hospitaliers, en liant toute action à celle du personnel et des médecins.

Aussi les militantes du MLAC ont-elle décidé lors de ce week-end de multiplier auprès des hôpitaux, des médecins, des centres de planning, des demandes collectives d'avortement pratiquées suivant la méthode Karmán. Ces actions seront menées, dans la mesure du possible, avec le soutien et la participation des partis politiques, des syndicats ouvriers, et des femmes qui militent dans leurs rangs. Parallèlement, un effort doit être fait en direction des lycées, où une véritable information sur la contraception et la sexualité doit être assurée par des gens compétents. En outre, chaque lieu de rencontre ou de travail peut et devrait devenir un lieu privilégié où les femmes

pourraient débattre de leur condition et trouveraient des moyens de lutte.

Parallèlement, les militantes du MLAC ont décidé d'intensifier les campagnes contre les praticiens qui refusent la contraception et l'avortement, contre l'Ordre des médecins, tout comme doit être développé le soutien au Groupe Information Santé et aux médecins qui sont frappés par la répression.

Pour contribuer dans la mesure de ses moyens à cette campagne, le MLAC va organiser toute une série de meetings à travers la France et publier régulièrement un bulletin de liaison interne. Il mettra notamment l'accent sur la dimension internationale du mouvement, et manifestera sa solidarité avec toutes les femmes victimes de la répression en Italie, en Espagne, au Portugal, au Chili... Une journée internationale de la femme doit d'ailleurs être organisée dans tous les pays vers la mi-mars.

Mais les assises du MLAC ne se sont pas bornées à définir cette plate-forme. Le problème des structures était également à l'ordre du jour. Le MLAC s'est donc doté d'un bureau national élu par un collectif exécutif, composé de délégués révocables élus par les comités de Paris et de province. Le collectif doit se réunir tous les deux mois, mais il doit être convoqué par le bureau national si des faits graves se produisent entre temps. Le bureau national en effet ne peut prendre que des décisions rapides, dans le cadre des orientations votées.

Maguy GUILLIEN ■

On aurait pu craindre que les discussions ne s'enlisent dans les habituelles confrontations entre tendances, sans que rien ne sorte des débats. Il n'en a rien été grâce en particulier, à la maîtrise dont a su témoigner Huguette Bouchardeau - membre du bureau national du PSU - sollicitée par tous pour présider. Les militantes et militantes du MLAC — réunis l'autre samedi à l'école centrale de Chatenay-Malabry — ont avancé des propositions claires et les ont votées à la quasi-unanimité.

La loi sur l'avortement, même si elle constitue pour les femmes une première victoire, est surtout destinée en effet, à conforter l'image libérale du gouvernement de Giscard. En accédant à un certain nombre de revendications, en laissant croire que le problème était réglé, elle a failli, dans un premier temps, démobiliser l'opinion publique. D'autant que toute information sur l'avortement est interdite, alors que les mass media continuent imperturbablement à déverser sur les ondes leur propagande nataliste.

La loi n'est même pas appliquée. Les frais d'intervention sont élevés et non remboursables par la Sécurité sociale. Les hôpitaux ne sont pas du tout équipés pour accueillir les femmes qui





## Ethiopie, Erythrée, Djibouti :

# MENACES EN MER ROUGE

*Affrontements sanglants en Erythrée ; offensives d'envergure contre le maquis du Dhofar ; menaces à peine voilées sur la République Démocratique de Somalie... La zone stratégique du nord-ouest de l'Océan Indien, à l'entrée de la Mer Rouge, entre Afrique et Asie, est secouée depuis quelques mois par des événements d'une extrême gravité. Et la France, présente à Djibouti, n'est pas au-dessus de tout soupçon...*

L'effondrement récent du régime féodal d'Haïlé Sélassié en Ethiopie a bouleversé les cartes dans tout le nord-est africain. Le négus, massivement soutenu par les USA, avait mené avec efficacité un rôle de gendarme dans la région, tout en parvenant à se doter d'une image « tiers-mondiste » : Addis-Abeba était la capitale de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine), et l'empereur avait réussi à établir d'assez bonnes relations avec les principaux pays socialistes. Maintenant un ordre pesant sur une des populations les plus misérables du continent (c'est d'ailleurs l'incurie évidente du gouvernement éthiopien face à la famine en 1973 qui a été le détonateur du soulèvement militaire), Haïlé Sélassié avait par ailleurs, en 1960, purement et simplement annexé l'ancienne colonie italienne de l'Erythrée.

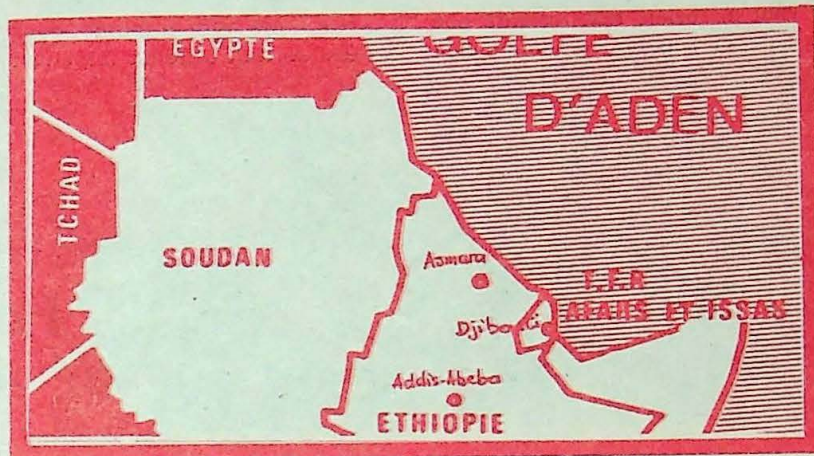
### le jeu français

Peu après naissait le Front de Libération de l'Erythrée (FLE), appuyé par certains pays arabes : le FLE revendique l'indépendance pour un pays nettement distinct de l'Ethiopie par son histoire, son ethnie, sa religion (les Erythréens sont musulmans, comme les Somalis au Sud et les Soudanais au Nord ; les Ethiopiens sont chrétiens pour une grande part). Depuis cette date, le FLE mène un combat courageux et difficile, avec le soutien de pays arabes progressistes — en particulier aujourd'hui le Yémen Démocratique (Sud-Yémen) — et, de la Chine (jusque vers 1971), puis de l'URSS. Quant au négus, grâce à l'aide considérable des USA et d'Israël, il a brutalement réprimé le soulèvement érythréen, tout en maintenant

une pression constante sur la Somalie voisine, surtout depuis l'avènement d'un régime progressiste à Mogadiscio.

La France, de son côté, maintient sa présence coloniale à Dji-

leurs, le départ des Français de Djibouti serait une grave défaite pour l'impérialisme : il n'aurait servi à rien à Israël de lancer son agression de 1967 pour s'emparer de Charm-el-Cheikh et du détroit de Tiran si la Mer Rouge est



bouti ; la puissance de la flotte militaire française, dont la radio et la télévision d'Etat s'efforcent actuellement de justifier la présence au nom du maintien d'une « force d'équilibre dans une région troublée en proie aux rivalités des grandes puissances », est censée contrebalancer celle (supposée) des Soviétiques. Ces derniers temps, en effet, la grande presse française s'est faite à nouveau l'écho de l'existence de bases soviétiques en Somalie, en dépit des démentis formels de Mogadiscio, et malgré l'absence de la moindre ombre de preuve sur la matérialité de ces bases. Tout se passe comme si la propagande actuellement diffusée était destinée à justifier une éventuelle agression « préventive » contre la République Démocratique de Somalie, dont le régime progressiste indispose le « monde libre ».

### des mercenaires

Mogadiscio agit sans relâche, dans le sens des résolutions de l'OUA et des pays Non-Alignés, pour mettre un terme à la présence française dans la région. Or, la voie ferrée Djibouti-Addis-Abeba représente l'axe vital de l'Ethiopie — voire son unique lien avec l'extérieur si l'Erythrée obtenait son indépendance. Par ail-

lors, à son entrée sud, par les forces progressistes.

Or face à Djibouti, Aden, capitale du Sud-Yémen, représente l'appui le plus ferme des peuples opprimés de la péninsule arabe et de la Mer Rouge. Le Yémen Démocratique soutient, dans toute la mesure de ses très faibles moyens, le combat des maquisards du FPLOGA (Front Populaire de Libération d'Oman et du Golfe Arabe), qui affrontent les forces du sultan Qabous, encadrées par des mercenaires anglais, et surtout l'armée iranienne. En effet, le shah se considère très publiquement, et sans hypocrisie, comme le gardien de l'« ordre » dans la région : après avoir occupé les îles qui contrôlent l'entrée du Golfe Arabe quelques jours après le retrait des Britanniques, il a envoyé ses troupes en renfort dans le sultanat d'Oman, et c'est principalement l'armée iranienne qu'affrontent actuellement les maquisards du Dhofar. Quant à l'Arabie Séoudite, elle a pu ainsi essentiellement tourner ses regards vers le coin sud-ouest de la péninsule et vers la Mer Rouge.

### des courants

C'est sur cet ensemble très complexe que s'est greffé le bouleversement politique en Ethio-

pie. Les conséquences sont encore loin d'être toutes connues, pour la raison essentielle que la décantation ne s'est pas encore faite à l'intérieur du groupe d'officiers au pouvoir à Addis-Abeba, malgré l'élimination du général Andom. On distingue encore mal entre le courant progressiste, qui proclame son désir d'engager l'Ethiopie dans la voie de l'indépendance et du socialisme, et le courant pro-impérialiste — car les USA ne peuvent manquer de porter toute leur attention sur ce pays-clé dans lequel ils détiennent une influence majeure.

Parallèlement, en Erythrée, le FLE est un front de libération nationale, qui regroupe donc des courants très divers, et auquel se sont curieusement ralliés ces derniers temps quelques notables civils et militaires qui avaient servi sans sourciller le régime répressif du négus, mais se découvrent une âme nationaliste face au nouveau régime éthiopien. Certaines nouvelles récentes laissent entendre que d'autres pays arabes auraient apporté leur appui au Front, parmi lesquels surtout l'Arabie Séoudite, qui n'a pas pour vocation habituelle le soutien aux mouvements de libération. Cela ne signifie pas que la ligne révolutionnaire du FLE (1), forte de l'appui des pays arabes progressistes qui ont toujours soutenu son combat, se trouve minoritaire ; mais il est certain que des éléments réactionnaires (érythréens ou éthiopiens) peuvent être tentés d'utiliser le combat de libération nationale du peuple érythréen en vue de détruire dans l'œuf toute possibilité de régime progressiste en Ethiopie.

Cela n'est, en l'état actuel de nos informations, qu'une éventualité encore très incertaine. Mais c'est sans doute cela que redoutent les révolutionnaires arabes de la région. La tension qui règne à l'heure actuelle au sud de la Mer Rouge et de la péninsule arabe pourrait, si elle s'aggravait, donner le prétexte à une action préventive en Ethiopie et à des agressions (directes ou camouflées) contre la Somalie et le Yémen Démocratique. Ce sont ces deux pays progressistes, et les mouvements révolutionnaires qu'ils appuient, qu'il faut donc politiquement soutenir.

Jean MENDELSON ■

(1) Le PSU a depuis longtemps affirmé son appui au peuple érythréen et au FLE dont un délégué a assisté aux congrès de Lille et de Toulouse.

## Chili : avec la Résistance

Défense des prisonniers politiques, isolement de la junte, campagne contre la renégociation de la dette de l'Etat chilien au Club de Paris, soutien matériel et politique à la résistance chilienne, tels furent les principaux axes que les camarades de la Gauche chilienne ont évoqués au meeting du Comité de Sou-

tien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien. Ces « Six heures pour la Résistance » ont connu un grand succès. Précédé dans les petites salles de plusieurs forums (Résistance, lutte en Amérique latine, armée, culture populaire, etc.) et de différents spectacles, le meeting central s'est déroulé dans la grande

salle pleine à craquer. Après une intervention de L. Joinet pour le Tribunal Russel II sur le Chili, les représentants de six organisations chiliennes ont pris la parole. L'intervention du PS, la présence de Carmen Castillo, les interventions de Edgardo Enriquez et de Luis Badiilla, représentant de la Gauche Chrétienne au comité de la Gauche chilienne de Rome, venu spécialement pour ce meeting, ont montré une fois de plus toute l'importance que la résistance révolutionnaire

chilienne accorde à l'appui apporté par le comité de soutien.

Pour les partis chiliens représentés, il est clair qu'une tentative prochaine de « solution » pour le Chili est en préparation et se négocie entre l'impérialisme américain et l'appareil de la Démocratie chrétienne.

TS reviendra très prochainement sur les conditions dans lesquelles une solution de ce type pourrait être mise sur pied.



# Proche-Orient : de nos correspondants au Liban



Fin 1974 : succès diplomatiques de Frangié et d'Arafat à l'ONU. Début 1975 : intensification des combats sur le front du Liban-Sud. Israël ne se contente pas de menaces à l'égard du Liban, de raids aériens sur les camps de réfugiés palestiniens ; c'est maintenant tout le sud du pays qu'il frappe avec violence.

L'armée sioniste développe une forme de guerre « originale » : porter la terreur dans tout le sud en pratiquant le terrorisme institution-

La résistance palestinienne ne se contente pas d'armer les résistants sud-libanais, elle les organise ; c'est elle qui prend en charge les familles des martyrs libanais. Aujourd'hui un début de résistance s'amorce au Sud.

Cette résistance se trouve d'un côté face à Israël, et de l'autre, devant le régime réactionnaire libanais, et son armée, notoirement anti-arabe, et dont la majorité des officiers est chrétienne, ce qui politiquement est très significatif.

C'est énoncer une évidence que de dire que l'affaire d'Orly n'est pas tant un épisode de la guerre entre Palestiniens et Israéliens qu'une péripétie de la lutte entre Palestiniens eux-mêmes. Il s'agit d'une opération menée par l'un des groupes du « Front du refus ».

Ce type d'opérations, destinées surtout à gêner les efforts diplomatiques de la direction de l'OLP, n'est pas la seule méthode employée — outre la discussion

époque, des incidents sanglants éclatèrent à quelques mètres de l'ambassade de France entre membres du FDPLP, du FPLP (Habache) et d'autres groupes qui se sont mitraillés et battus avec des pains de plastic. Bilan : une vingtaine de morts.

## Palestiniens et Libanais du Sud : face aux mêmes ennemis

nalisé, pour démoraliser la population civile, la pousser à l'exode : dynamitage de maisons, bombardements systématiques des villages mais aussi des troupeaux, des cultures... Distribution de tracts incitant la population à fuir, humiliation de toutes sortes, et aussi prises d'otages sud-libanais.

La liste des crimes israéliens, quasi-quotidiens, dans le sud du Liban serait trop longue à dresser. Deux exemples importants et significatifs sont à relever :

- Dans la nuit du 1er au 2 janvier environ 60 commandos israéliens pénétrèrent dans le village de Taybé. Le lendemain Israël déclare avoir abattu quatre fedayins et dynamité la maison qu'ils occupaient. En guise de fedayin, les Israéliens ont, en fait, massacré une famille libanaise, les Charaffedine, et un instituteur.

- La semaine sanglante de Kfanchanba. Pendant toute une semaine, sans arrêt, l'artillerie israélienne — canons de 175 et de 155 — bombarde tous les villages, détruisant 80 % des habitations. Des combats extrêmement violents s'y déroulent, essentiellement d'ailleurs entre les Israéliens et les fedayins auxquels se sont joints des civils... En effet, l'armée a quitté le village et se permet même de retarder l'arrivée des vivres et des résistants.

### REGIME REACTIONNAIRE

Kfanchanba est un point stratégique, des plus importants dans le Arkoub ; si le Arkoub tombe aux mains des Israéliens cela signifie l'encerclement de Damas par les Israéliens et l'isolement des résistants palestiniens du Liban de ceux de Syrie. Aujourd'hui Kfanchanba est en ruine mais pas aux mains des Israéliens, et, fait très important, les Palestiniens des régions environnantes ont vu un grand nombre de Libanais venus leur demander des armes pour aller à Kfanchanba.

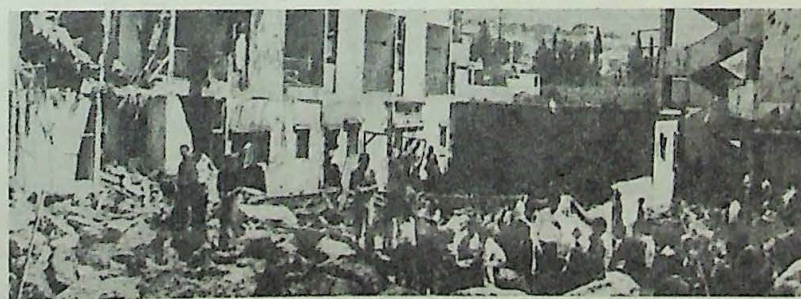
Par des impératifs sociaux, économiques et politiques, le régime libanais s'est tourné vers les pays arabes, et il s'est d'ailleurs forgé un succès diplomatique incontestable.

Il n'en est pas moins totalement débordé par ses problèmes intérieurs : révolte des planteurs de tabac, grève des enseignants, début de grève à la Régie des tabacs (et aussi problèmes importants posés par la minorité chiite du Sud).

C'est dans ce contexte que le gouvernement doit résoudre la révolte du Sud. En effet, dès la mort de la famille Charaffédine, des manifestations se succèdent dans les villes du Sud, réclamant une protection réelle et efficace de l'armée, réclamant aussi des armes pour se défendre. En guise de réponse, les FSI (Forces de Sécurité Intérieure) tirent sur les habitants de Khanchanba venus manifester à Marjayoun; il y a douze blessés.

### MEME ENNEMI

Coïncés entre la menace constante d'Israël et la répression



ou l'inefficacité du régime libanais, les « sudistes » comprennent chaque jour d'avantage que leur ennemi est le même que celui des Palestiniens. Ils comprennent que leur oppression est la même, que la seule aide militaire qu'ils peuvent avoir vient de la résistance et que c'est avec elle qu'ils donneront un langage, une expression révolutionnaire à ce qui n'est encore qu'un cri de révolte.

Frédéric LEBRUN ■

## Que refuse le Front du refus ?

politique — pour régler les différends internes à la résistance. A Beyrouth et dans les camps libanais, un nombre « d'accidents » considérable est arrivé à des fedayins de tendances opposées et les divergences politiques ne sont pas toujours dépassées par la simple discussion politique, même au sein de l'OLP...

### Meeting houleux

Depuis la fin d'octobre, le Front du refus s'est mis en place, il s'est développé, a commencé à critiquer et à agir, contre les capitales arabes, puis contre la direction de l'OLP. C'est un regroupement d'organisations internes ou externes à l'OLP, opposé à tout compromis avec Israël, partisan de la guerre totale, de la politique du « tout ou rien ».

C'est contre cette politique qu'a réagi Nayef Hawatmeth, le leader du Front Démocratique Populaire de Libération de la Palestine (FDPLP), dans un meeting tenu récemment à l'Université

Les groupes sont tous très armés, et la direction de l'OLP, divisée et centriste, par faiblesse militaire autant que politique, ne peut s'opposer de front aux maximalistes ; au contraire, grâce à une tactique bien connue, elle les couvre pour mieux se maintenir.

### Guerre civile ?

Mais ce Front du refus, mis en place depuis la guerre d'octobre, existait virtuellement auparavant ; c'était en fait l'ensemble des groupes activistes, représentant socialement la petite bourgeoisie radicalisée palestinienne et arabe surtout, dont l'expression naturelle est le terrorisme et la violence individuelle, l'acte exemplaire plutôt que l'action de masse.

La Résistance palestinienne n'est pas sortie de l'isolement grâce aux attentats et détournements d'avions organisés par ces groupes, mais à la suite des retombées de la guerre d'octobre, c'est à dire des conditions objectives (crise économique en occident, accentuée par l'augmentation des prix pétroliers ; isolement politique d'Israël après sa politique aberrante depuis 1967, dans le monde et donc à l'ONU).

On voit donc apparaître, dans les rangs de la résistance, les prémices d'une véritable guerre civile. Quand on voit à quel point le Front du refus est soutenu sur les plans financier et politique par les régimes du Koweït, d'Arabie Saoudite, de Lybie (avec leurs arrière-pensées de fanatisme religieux et anti-communiste), et d'Irak (dont l'ambition est d'abattre le Baas syrien), on ne peut s'empêcher de se poser la question : le Front du refus, à quoi ?

Jean JÜLIEN ■





# pérou : quel modèle ?

Depuis près d'un an, un affrontement s'est engagé entre le gouvernement militaire de Velasco Alvarado et la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie. Les événements du début février — répression de la grève des carabiniers et émeutes dans les rues de Lima — se situent dans ce contexte.

## La « révolution » péruvienne

Le régime installé à Lima depuis octobre 1968 par une junte militaire est original et constitue pour certains un « modèle ». On le qualifie parfois de « révolution nationale anti-impérialiste », de « voie péruvienne ». Dans son discours à la nation de juillet 73, le général Velasco présentait les choses de la façon suivante : « Pour quelques-uns, la révolution est synonyme de communisme ; et pour d'autres, tout ce qui échappe à leur vision dogmatique est nécessairement un phénomène conservateur ». Il s'agit bien d'une idéologie composite, tendant à faire de l'Etat une sorte d'arbitre « impartial » entre les classes, étant donné que « la révolution péruvienne dépasse et supprime la lutte des classes ».

Les réformes réalisées par le gouvernement militaire depuis 1968 ont néanmoins affecté les intérêts de l'impérialisme, de la grande bourgeoisie et de l'oligarchie terrienne. Ainsi de la nationalisation de l'I.P.C., en 1968, ou plus récemment celle de la « CERO de PASCO CORPORATION », deux énormes compagnies américaines ; de l'étatisation de la pêche, ressource très importante du pays ; de la politique de récupération par l'Etat des secteurs de base de l'économie, et bien sûr, de la réforme agraire qui est l'une des plus avancées d'Amérique latine, tant par le type d'organisations associatives mises en place, que par l'ampleur des terres réformées. La politique résolument « tiers-mondiste » de la junte, de même que son ouverture aux pays socialistes, et le soutien actif de Cuba, lui ont fourni au même moment une marge de manœuvre qu'aucun autre gouvernement n'avait obtenue.

Cependant, tout en touchant les intérêts de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie, ces réformes garantissent aussi la permanence de ces forces. L'impérialisme nord-américain poursuit son exploitation : à travers le contrôle d'importantes entreprises, telles « l'American Smelting » et la « Marcona Mining » ; mais aussi à travers de nouveaux contrats d'exploitation délivrés par le régime actuel, tel celui de « Cuajone » ou les concessions données à plusieurs grandes compagnies étrangères pour l'exploitation pétrolière dans la forêt amazonienne. D'ailleurs, les der-

nières nationalisations ont été précédées de très longues négociations avec le gouvernement américain, et ont abouti à des accords sur le montant des indemnités et les formes de paiement.

Il s'agit donc bien d'une indépendance négociée, où l'impérialisme ne perd pas prise ; la preuve en est que

suivie et a éclaté de nouveau mercredi dernier avec les attaques organisées contre les sièges des grands journaux et des organismes gouvernementaux.

Le pouvoir a essayé depuis longtemps d'obtenir l'appui de larges secteurs populaires. Le « SINAMOS » (1) est l'organisme



de nouveaux crédits ont été accordés au Pérou par les organismes financiers internationaux.

En l'absence d'un secteur privé puissant, le rôle fondamental pour le développement du pays est confié à l'Etat. La politique suivie, en plus d'inclure des aspects d'indépendance nationale, réorganise l'économie et la répartition de la plus-value en termes d'accumulation interne. Elle entre de ce fait en contradiction avec la grande bourgeoisie et les latifundistes, les reléguant à une influence secondaire. Sur le plan politique, ils ont perdu leur rôle de premier plan au gouvernement. Ces secteurs sont néanmoins représentés dans les forces armées, dans l'Etat et au sein même du gouvernement.

## Des élections libres à la liberté de la presse

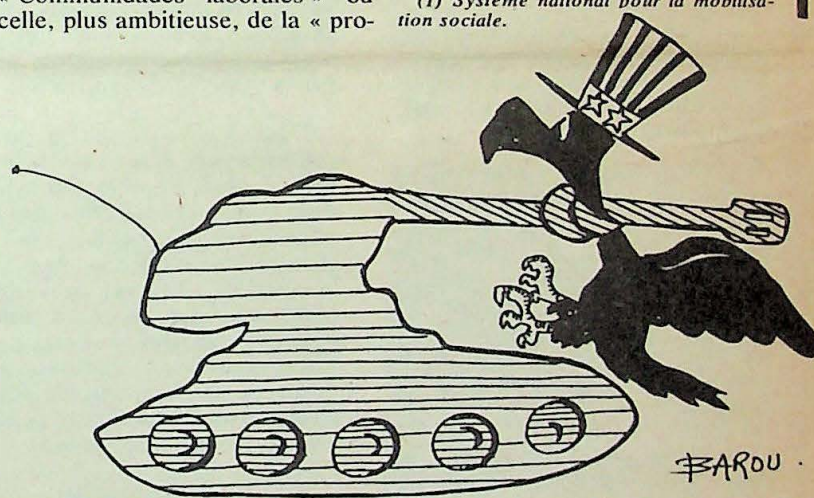
La tactique de la droite, liée aux intérêts étrangers, se développe simultanément à deux niveaux : d'un côté, elle met en avant la consigne du retour à la constitutionnalité, demandant des « élections libres » ; et d'un autre, elle essaie de gagner des positions au sein du gouvernement. Au début du mois de mai dernier, l'opposition de droite au pouvoir a développé une offensive sur le thème de la « liberté d'expression » dans la presse, qu'elle contrôlait d'ailleurs presque exclusivement. Peu après, le Président Velasco dénonça l'existence d'un plan « contre révolutionnaire ». Mais la campagne de la droite s'est poursuivie, ce qui provoqua de nouveau la réaction du secteur réformiste avec la collectivisation des entreprises de presse. Cette mesure eût pour conséquence immédiate la mobilisation de la droite et notamment les émeutes de juillet dernier à Miraflores. La tension s'est pour-

priedad social ». Mais parallèlement, le gouvernement intervient dans les organisations de base des travailleurs en créant des syndicats parallèles aux organisations indépendantes. Il est vrai que le pouvoir a réussi à s'attirer la sympathie de secteurs de la paysannerie qui ont bénéficié de la réforme agraire. Mais l'attitude la plus courante dans les masses est l'expectative ou même l'hostilité, notamment envers certaines actions du SINAMOS. La double contradiction que nous avons signalée entraîne une situation politique et de luttes des classes relativement complexe. D'une part, la lutte inter-bourgeoise pour le contrôle de l'appareil d'Etat et, d'autre part, la lutte entre le gouvernement et la gauche pour le contrôle des masses populaires.

Le régime est aujourd'hui enlisé dans ses contradictions et sort de ces événements amoindri et divisé. Sa politique de troisième voie (« ni communisme, ni capitalisme ») est en échec. Il faut que la « révolution » péruvienne choisisse son camp.

Bernard PLEGAT ■

(1) Système national pour la mobilisation sociale.



GUIDE DU PEROU UNICLAM

## Pérou: l'invitation au voyage.

Voici le premier et le seul guide complet sur le Pérou, son histoire politique et son économie. Vous y trouverez toutes les informations précises que vous cherchez, des renseignements pratiques, les transports, les hôtels, les itinéraires... Et si vous avez envie d'apprendre le Quechua ou l'Aymara, vous y puiserez vos premiers rudiments.

Expositions d'artisanat - Voyages toute l'année - Circuits Séjours - Stages, Réunions d'information, Films et diapositives. Tous les jeudis à 20 h.

Bon à retourner à UNICLAM  
8 rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS - 633.59.14 et 325.78.31  
NOM ..... désire recevoir :  
ADRESSE .....  guide PEROU (39,60F franco)  
.....  brochure voyages



# Deux points de vue sur « l'Affaire Dreyfus »

## dures vérités...

M. Jean Chérasse fut naguère imposé à la télévision par l'un des clans UDR qui se succédèrent à l'ORTF. Il en fut ensuite écarté par un autre clan, et ne put produire pour le petit écran l'émission qu'il souhaitait réaliser, sur l'affaire Dreyfus : il faut croire que cette affaire fait encore, en 1975, mal aux entournures de la droite et des antisémites de tout poil. Jacques Charrier a trouvé le courage — et les moyens — de produire le film de M. Jean Chérasse. Celui-ci sort enfin. Bravo !

Mais déjà, un nouveau complexe à rebours s'est développé, à partir du film. Par suite d'une évolution louable, M. Chérasse a fait un film « de gauche » sur l'affaire Dreyfus. Il y a même, dedans, des interviews (on ne comprend du reste pas bien ce qu'elles viennent faire là) de Georges Conchon, François Mitterrand et Alain Krivine... Alors, les critiques de gauche se croient obligés de dire du bien du film : c'est humain...

Et puis, M. Chérasse a fait un film qui s'achève sur une conclusion (on ne comprend du reste pas bien ce qu'elle vient faire là) délibérément sioniste : alors, les critiques qui

sont des défenseurs de la politique d'Israël se croient obligés de dire du bien du film : c'est humain...

Pourtant, le film est plat, sans souffle ni grandeur, sans talent ni acuité dans l'analyse politique. L'auteur avait trouvé, pourtant, quelques excellents documents de l'époque (films de Méliès sur « l'affaire », affiches, chansons etc...) ; mais l'ensemble est mal utilisé, dilué dans un baratin moralisateur creux et vague, dans des déclarations d'hommes politiques qui tirent la couverture à eux, dans une perspective historique dont la référence à Marc Bloch ne parvient pas à dissimuler la platitude et la banalité.

On regrette qu'un Harris et un Sédouy ne se soient pas attaqués au sujet. Tel qu'il est, le film sera apprécié surtout par ceux qui, ne connaissant rien à l'affaire Dreyfus et n'ayant pas le courage d'affronter la lecture d'un bon bouquin, y trouveront une relation événementielle assez précise (sinon toujours très claire) par un Henri Guillemin qui, une fois de plus, « crève » l'écran et dont la présence sauve le film du désastre : c'est tout dire...

Gilbert HERCET ■

## vérité révolutionnaire

L'affaire Dreyfus, qui a failli provoquer la guerre civile en France, a été interdite de pellicule et d'écran depuis 1899, date de sortie des films-tracts de Méliès, distribués à chaud pendant l'événement.

Depuis plus rien ! Même la version américaine de José Ferrer a été, jusqu'à une période toute récente, frappée d'interdiction. Mauvaise conscience bourgeoise ? Pas seulement ! Si la vérité est révolutionnaire, elle est, comme l'indique le sous-titre du film, intolérable « **aux princes qui nous gouvernent** ».

Encore ne fallait-il pas céder à la tentation du documentaire passéiste. Tout le mérite de Chérasse est d'avoir, par une construction rigoureuse du film, démêlé l'écheveau complexe des événements pour mieux nous faire suivre le fil des implications actuelles de l'affaire. Il y a là une attachante illustration d'une pratique matérialiste de l'histoire.

Tout d'abord, il nous est donné de vivre le mécanisme d'une justice de classe en action à partir de documents dont la qualité, la ri-

chesse et la précision sont incontestables. Le temps d'un film, nous passons de Dreyfus à Goldmann et Fournel. Pour Dreyfus, il a fallu douze ans pour obtenir la révision d'un procès préfabriqué. Le temps qu'une majorité de gauche arrive au pouvoir. Le mythe de la neutralité de la justice vole en éclats.

Mais le fond de l'affaire, c'est le racisme, redoutable arme entre les mains du pouvoir pour diviser les travailleurs. Dreyfus aujourd'hui, c'est l'émigré, les bicots-nègres, l'humilié, l'exploité. Lénine en parlant de l'antisémitisme, cette variété particulièrement pernicieuse de racisme dans notre monde occidental et chrétien « travaillé » par l'enseignement du mépris, dénonçait « le socialisme des imbéciles ». Chérasse, lui, pense avec justesse que le sionisme en est l'enfant direct. Même si ça fait « humain », ou « de gauche », le film participe à ce combat ; déserteur le terrain de la lutte contre l'antisémitisme, voilà qui fait le jeu du sionisme !

A. TLEMCEN ■

## Des nervis dans la laiterie

Des agriculteurs, on n'en voit pas souvent dans les films français. Rares sont les cinéastes qui ont évoqué le milieu rural avec justesse : Renoir, Pagnol, Rouquier (**Farrebique**), Chabrol (**Le beau Serge**). Le plupart du temps, on ne nous présente que des paysans d'opérette (**ah, sacré bon guieu !**), rudes gaillards un peu bornés mais systématiquement écologiques.

Malgré ses intentions louables (montrer une « fable sur la tolérance »), Robert Pouret n'échappe pas à la règle avec sa **Soupe Froide**. Deux Parisiennes s'installent dans une ferme ardéchoise. Leurs amours simples et compliquées à la fois — elles partagent Luc, le « métèque » d'origine italienne, au grand dépit de son ami Abel, le coq du village qui croyait les tomber — sèment la perturbation dans un milieu étroit et cancanier. Les quatre jeunes gens sont assez crédibles, mais l'ivrogne, le garde-champêtre, le jardinier, le menuisier, le bistrot, le maire opportuniste, joués par des vieux routiers du cinéma français, en font franchement trop. Ces pseudo-paysans ne travaillent jamais, passent leur temps au café et n'ont d'autres soucis que de ragoter. Si quelques notations sonnent juste, (la complicité phallogratique, la frus-

tration sexuelle, l'oppression familiale des jeunes), Pouret n'en brosse pas moins une paysannerie de convention pour servir de toile de fond à son scénario, au demeurant sympathique et bien ficelé.

### Une poignée de francs lourds...

Tout autre est la démarche de Jean-Daniel Simon (**Il pleut toujours où c'est mouillé**). Son film est informé, et pour cause : communiste, Simon a affiné son scénario avec des militants syndicaux et politiques du Lot-et-Garonne. Les habitants du Mas d'Agenais jouent leurs rôles en se référant à des faits divers authentiques. Le film n'est pas anecdotique pour autant et vaut pour la situation nationale des exploitations de petite polyculture (ici : lait, tabac).

Sur fond de campagne électorale opposant « l'ARP » des notables (« **pour le progrès dans l'ordre et la liberté** », suivez mon regard) et l'Union de la Gauche, et à travers la vie du couple d'exploitants (André et Marianne), les problèmes réels sont abordés : le tracteur asthmatique qu'on ne peut remplacer faute d'un prêt du

Crédit Agricole, accordé — par la grâce des alliances de notables — aux seuls **bons citoyens** (« **Il pleut toujours où c'est mouillé** » : on ne prête qu'aux riches) ; les fluctuations du marché... et des politiques agricoles (une manif jette le lait à la rivière aux cris de « Chirac au château », tandis que la coopérative relève les noms des contestataires) les pressions des notables contre l'institutrice qui fait de l'information sexuelle ; la double aliénation des femmes à la campagne et leur lente et courageuse émergence (Marianne parle au micro de la TV contre l'avis d'André).

### ... contre un bulletin de vote

Celui-ci représente le paysan individualiste : « **Je ne fais pas de politique ; je suis pour la propriété, même si c'est la plus petite du village** ». Révolté par les agissements des CDR (cassage de gueule de colleurs d'affiches, dévastation de sa ferme en guise d'intimidation), menés par un représentant en matériel agricole très vraisemblable, André prend conscience de l'implication politique de tous les problèmes. Simon excelle à caractériser d'une touche les instances sociales et à

en montrer l'enchevêtrement et les inter-actions, en particulier le recoupement des relations personnelles et politiques (par exemple lors d'une séance du Conseil Municipal assez gratinée et très plausible). Le concept de classe sociale rendu tangible...

Evidemment, et malgré la présence chaleureuse et très dense du militant communiste Pierre, on reste réservé sur l'efficacité de la potion « Programme Commun » comme remède aux maux paysans. Mais ne chicanons pas : Jean Daniel Simon a réussi un film vrai, militant mais jamais précheur, sur la paysannerie française. C'est assez rare pour qu'on s'y précipite.

Jean-François HEROUARD ■

**LOREN ZACCIO**  
D'ALFRED DE MUSSET

STUDIO THEATRE 14  
du 3 février au 8 mars 1975

20 av. Marc Sangnier Paris 14<sup>e</sup>  
Métro - Pte de Vanves  
téléphone 533.07.59





## la chute de « jojo »

□ Juillet 1974, une nouvelle passe inaperçue du grand public : Astre et Cie cesse ses paiements aux fournisseurs et aux sous-traitants. Un à un, les chantiers stoppent, faute de matériaux. Les 1 500 employés d'Astre, et bientôt les 1 500 salariés des entreprises sous-traitantes se croisent les bras. Les syndicats demandent des explications et un « responsable » est aussitôt désigné : le gouvernement, et les restrictions de crédit qui ébranlent la bonne et brave entreprise Astre.

La farce tiendra quelque temps. « Jojo » laissera ses ouvriers vitupérer contre les restrictions de crédit (qui n'y étaient effectivement pour rien). Il poussera même la condescendance jusqu'à leur prêter les véhicules de l'entreprise pour se rendre à une grande manifestation syndicale... Simple combat d'arrière-garde d'ailleurs ; Jojo sait qu'il est perdu. Son entreprise du moins ; car lui, c'est autre chose...

Il lance encore quelques pétards, met en cause la grève des cimenteries, la hausse des prix et l'affaire des chalandonnettes (qui fut effectivement la goutte qui fit déborder le vase). Il s'agit d'une commande de 3 400 petites maisons « Chalandon » faite par la compagnie du Bas-Rhône. Commande limitée d'autorité à 1 100 alors que des investissements avaient été réalisés. Ces pétards feront pleurer pendant quelque temps dans les chaumières. Ils abuseront même les magistrats du tribunal de commerce de Toulouse qui accorderont un sursis de trois mois le 13 septembre et nommeront deux « curateurs » pour étudier un plan de relance.

Cette fois, c'est vraiment la fin. Moins de trois semaines après avoir mis le nez dans les comptes, les curateurs se retirent, épouvantés : « Un premier bilan, geignent-ils devant la presse, ne peut pas nous permettre d'aller plus loin sans aggraver encore une situation périlleuse ». Le premier passif estimé : 2 milliards d'AF, est bien vite dépassé. Il est fixé provisoirement à 5 milliards et des gens fort sérieux assurent qu'il s'agit en réalité de 10 milliards d'AF. C'est la liquidation judiciaire. Le licenciement pour 1 500 personnes. L'angoisse pour les 1 500 employés des sous-traitants.

### en prison

Mais l'affaire n'est pas encore tout à fait nouée. Les pétards lancés par Mas perdurent. Ils abusent même la fédération du PCF de l'Hé-

un beau dimanche de mai 1974, au Parc des Princes, des supporters en délire portaient en triomphe le président de l'AS Béziers, qui venait d'obtenir son troisième titre de champion de France en battant Narbonne. Georges Mas, appelé affectueusement « Jojo » par les Biterrois, semblait au faite de sa carrière de président de club et d'homme d'affaires...

Et quel homme ! Président directeur général de la plus grosse entreprise de bâtiment et travaux publics de la région Languedoc-Roussillon, vice-président de la chambre de commerce, président du syndicat des entrepreneurs, vice-président de la Sécurité Sociale, de la caisse des congés payés et des syndicats patronaux de Béziers... En plus, grand, sportif, mécène. Il donne beaucoup à l'ASB, qui le lui rend bien. Enfin, décoré, de la main même du secrétaire d'Etat André Bord, en présence de ses nombreux amis dont Leroy-Beaulieu, Clavel et surtout Couveihnes, tous trois député UDR, battus depuis. Tel est celui que ses familiers appellent « Jojo »...

rault qui s'en prend à la politique de restriction du crédit (encore !).

Enfin, le 15 octobre, le juge Carrié, saisi de l'affaire, fait venir Jojo à son cabinet et le fait emprisonner. Motif : infraction aux lois sur les sociétés commerciales, escroquerie et banqueroute. Pour dix milliards, excusez un peu : on aurait pu rajouter vol qualifié... La nouvelle éclate comme une bombe. On ne sait que dire, que faire. On essuie à tout hasard une larme avec l'élégante Mme Mas qui déclare : « J'étais loin de penser qu'on pouvait jeter les gens en prison aussi rapidement ! ».

Lentement, les langues vont se délier. Béziers et le Languedoc vont apprendre que la principale charge retenue est la présentation de bilans falsifiés. Masquant le déficit, ils permettaient de tromper les banques (sont-elles naïves) et les clients, et d'obtenir prêts et marchés, ceci depuis 1968.

C'est cela la vraie bombe. Après tout, qu'un PDG détourne 10 milliards, ce n'est pas une nouveauté. Que la confiance aveugle dans un homme ou un principe permette à un individu d'empocher le magot et de filer avec, c'est presque monnaie courante. Mais là, il s'agit d'autre chose. Mas engrange son magot en toute impunité pendant six ans (compte à chiffre en Suisse, paraît-il), et il ne prend pas la fuite. Comportement surprenant pour un homme connu pour son habileté, un homme qui sut faire oublier à toute une ville son passé peu reluisant (jugé pour collaboration après la guerre, Mas dut se servir d'un

prête-nom, Astre, pour ncer son affaire).

« L'arrestation de l'un des soutiens de la majorité dans cette ville (Béziers) révèle des mœurs politiques inquiétantes (...). Il était de notoriété publique que l'homme actuellement écroué (Mas) avait beaucoup d'amis dans les milieux gouvernementaux et dans les cabinets ministériels. Est-ce pour cette raison que l'entrepreneur pouvait impunément faire la loi ? Nul doute que le préfet de région et le sous-préfet de Béziers vont nous répondre ». A ces questions posées par le PCF et la Marseillaise le 18 octobre dernier, il convient d'apporter une indication : l'affaire dite de la SEBLI ou des coteaux de Montimaran...

### à qui perd gagne...

Année 1966 : la ville de Béziers exproprie dans la zone de la Devève, au prix de 4 à 5 francs le m<sup>2</sup>. Elle revend un an plus tard à la SEBLI (société d'économie mixte pour l'aménagement du biterrois). A la Sebli siègent des socialistes, un communiste, et — parmi d'autres — M. Brousse, sénateur-maire de Béziers, radical de gauche. La SEBLI assure certains travaux et revend un hectare à Astre et Cie, pour 50 F le m<sup>2</sup>.

La parcelle prend le nom de « Coteaux de Montimaran ». Première curiosité : Mas commence la vente au public quatre mois avant que les actes de vente avec la SEBLI soient signés. Deuxième curiosité : les contrats établis comme construction individuelle sont en réalité de promotion immobilière. Dès lors, la

BCT refuse maintenant de garantir la bonne fin des travaux à la suite de la faillite, et pourtant cinq villas seulement sur 25 sont à peine terminées. Troisième curiosité (la plus importante) : pour vendre, Mas devait effectuer des travaux de viabilité et remettre obligatoirement au notaire, lors de la vente aux particuliers, les certificats administratifs adéquats. Or les certificats existant ont été remis, mais les travaux n'ont pas été réalisés !

L'affaire en est là. Mais la liste n'est pas close. Il y aura certainement d'autres révélations. Outre Mas, sont déjà inculpés son comptable Chabannes, son prête-nom Astre (qui touchait pourtant officiellement la même paye que lui). Les biens de Mas père et fils ont été saisis. On parle maintenant de traites de complaisance, et des réceptions que Mas donnait dans sa superbe maison appelée « le château » par les Biterrois, etc...

Voilà, il n'y a plus qu'à retirer les mains de la fange et à essayer de comprendre. S'agit-il de la déconfiture d'un groupe d'affairistes qui en a trop fait ? S'agit-il d'un règlement de comptes, RI contre UDR (Jojo était probablement le pourvoyeur de fonds de ces derniers) ? S'agit-il d'un règlement de comptes entre affairistes dont un élément (Mas) aurait été jugé trop imprudent ou ambitieux ?

Nous ne connaissons pas la réponse. Il est possible cependant de tenter de la deviner. Le 29 janvier 1975, l'ASB rugby, réunie en assemblée générale, a élu un nouveau président en la personne de M. Lucien Mas, frère de « Jojo », promoteur immobilier en retraite, présentement propriétaire-viticulteur à Servian. L'assemblée a, en outre, sur proposition du vice-président, l'honorable M. Carruzo, élu président d'honneur Georges Mas, l'ineffable « Jojo », qui aura lu en prison avec grand plaisir le communiqué de la section rugby de l'ASB : « ... Consciente de l'honnêteté de ce dernier (Jojo), elle souhaite lui voir reprendre très rapidement des activités sportives au milieu de ses camarades et de ses joueurs, et formule des vœux ardents pour sa libération prochaine ».

Un mot encore. Si d'aventure vous apprenez qu'un nommé Jean Claude Carrié, jeune juge d'instruction précédemment en poste à Béziers, vient d'être muté par exemple au tribunal de Béthune, alors sachez qu'elle ne sera pas éloignée l'heure à laquelle « Jojo » sortira de prison...

Aimé LADOUMEGUE ■